

# Au-delà de l'éducation primaire universelle

## I. Introduction

La demande de données internationales récentes et de haute qualité sur les systèmes éducatifs a sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie. Sur le plan international, cette demande découle de la nécessité de mesurer les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs internationaux en éducation de l'Éducation pour tous (EPT) et des Objectifs de développement pour le Millénaire (les ODM), lesquels sont axés sur l'accès à l'éducation et la réussite scolaire, sur la parité entre les sexes et sur un apprentissage fructueux pour tous les enfants. Sur le plan national, les décideurs ont de plus en plus besoin d'un éventail d'indicateurs leur fournissant différents types de renseignements sur l'accès à l'éducation, la qualité de l'enseignement et les résultats scolaires, qui sont à la fois comparables et sensibles aux variations dans les différents contextes locaux (Institut de statistique de l'UNESCO, 2003).

L'un des principaux objectifs des gouvernements est d'assurer l'accessibilité à l'*éducation primaire universelle* (EPU), ou l'éducation primaire pour tous, d'ici 2015. L'enseignement primaire vise essentiellement à permettre aux enfants d'acquérir les habiletés de base comme la lecture, l'écriture et le calcul dont ils ont besoin pour se développer en tant qu'individu et bien fonctionner en société. Au niveau national, la plupart des pays ont adopté un programme d'enseignement primaire d'une durée de cinq ou six ans, ce qui représente une période suffisante pour atteindre cet objectif avant d'effectuer la transition vers un enseignement plus diversifié et plus spécialisé au niveau secondaire.

En même temps, il est indispensable pour beaucoup de pays de développer les systèmes éducatifs au-delà du niveau primaire. L'élargissement des chances d'accès à l'enseignement secondaire permet de s'attaquer aux principaux problèmes faisant obstacle au développement durable en promouvant des compétences de haut niveau et des taux de rendement élevés des investissements des particuliers et de la société dans l'éducation (Lewin and Caillods, 2001). De même, une équipe internationale spéciale sur l'enseignement supérieur dans les pays en développement suggère que l'élargissement des possibilités éducatives puisse se traduire en une croissance du revenu, un bassin de main-d'œuvre qualifiée, un plus grand choix et des compétences toujours plus pertinentes pouvant aider à promouvoir le développement (BIRD/Banque mondiale, 2000). Comme le montre une étude récente sur la croissance économique à long terme d'un groupe de pays à revenu moyen, les taux de croissance les plus élevés sont associés à l'augmentation du capital humain. De plus, les pays dont la croissance est la plus rapide avaient, au départ, des systèmes d'enseignement secondaire et supérieur plus développés (Institut de statistique de l'UNESCO /OCDE, 2003).

En outre, dans bien des sociétés, les jeunes qui ne poursuivent pas leurs études au secondaire risquent fortement de faire face à l'exclusion, une fois adultes. Dans les pays en développement, les faibles chances d'accès au secondaire peuvent même diminuer la demande en éducation au niveau du primaire. La présente analyse montre que, pour tous les pays qui atteignent l'objectif de l'éducation primaire universelle, la participation scolaire au niveau secondaire est importante. Il y ressort également qu'aucun pays n'a atteint l'EPU sans un taux net de scolarisation d'au moins 35 % pour l'enseignement secondaire (Clemens, 2004).

La vue d'ensemble que présente ce rapport va au-delà de l'éducation primaire universelle et s'intéresse à l'enseignement secondaire du premier et du deuxième cycles qui est offert un peu partout dans le monde. Il compare l'enseignement secondaire à l'enseignement primaire en termes d'espérance de vie scolaire, une mesure cumulative de la participation reflétant le nombre d'années qu'un enfant peut s'attendre à être inscrit à l'école. Les mesures cumulatives de la participation sont importantes car elles offrent une plus large perspective du progrès et font ressortir les liens entre les divers niveaux du système éducatif. Ces mesures prévoient les niveaux d'instruction qui seront potentiellement atteints dans l'avenir ainsi que la réserve de capital humain provenant de la population.

De plus, l'analyse se penche sur les progrès accomplis quant à l'atteinte des normes nationales pour l'éducation obligatoire, laquelle englobe souvent une partie de l'enseignement secondaire, et quant à l'atteinte des objectifs internationaux en éducation. La plupart des pays ont adopté des règlements ou des énoncés de politique nationale qui rendent au moins une partie du cycle secondaire obligatoire pour tous les enfants. L'estimation des progrès associés à l'atteinte des normes nationales sensibilise l'opinion publique au sujet de l'engagement des gouvernements et rend ceux-ci responsables d'établir et de maintenir ces normes.

Les analyses présentées ici sont principalement fondées sur des statistiques et des indicateurs tirés des données administratives régulièrement présentées par les États membres de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Des données provenant de sources complémentaires, telles que les sondages internationaux auprès des ménages et les programmes d'évaluation des acquis scolaires, sont également présentées afin de mieux refléter la progression scolaire et les résultats de l'apprentissage.

## II. Divers modèles de participation et de parcours scolaires

### Espérance de vie scolaire : une mesure récapitulative de la participation à l'éducation

La participation scolaire est habituellement mesurée par un taux de scolarisation. Ces taux sont généralement présentés séparément pour chaque cycle d'études et reflètent à la fois la capacité des systèmes éducatifs (*tableaux 1, 3, 5, 7*) et la couverture de la population (*tableaux 1 et 3*).

L'indicateur d'*espérance de vie scolaire* (EVS) offre une autre perspective en combinant les différents taux de scolarisation pour les niveaux d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, tout en atténuant les différences structurelles entre les systèmes éducatifs nationaux. Cet indicateur traduit les niveaux d'éducation des différents modèles de scolarisation actuels en un nombre d'années de scolarité que les personnes peuvent s'attendre à compléter, en moyenne. (*Pour de plus amples renseignements sur le calcul et l'interprétation de l'EVS, se reporter à l'encadré 1*).

*En Finlande, en Nouvelle-Zélande et en Norvège, un enfant qui fait son entrée à l'école peut s'attendre à suivre plus de 17 années d'enseignement, soit près de deux fois plus qu'au Bangladesh et au Myanmar, et quatre fois plus qu'au Niger et au Burkina Faso.*

La **Figure 1** présente le nombre d'années qui seront probablement consacrées aux niveaux d'enseignement primaire, secondaire, et supérieur dans six régions du monde. Cet indicateur n'est pas disponible pour un grand nombre de pays (en raison de l'absence de données sur l'enseignement supérieur), mais le graphique arrive tout de même à présenter un portrait de l'espérance de vie scolaire à travers le monde. Les différences entre les régions sont importantes.

En Afrique, l'espérance de vie scolaire est quatre fois supérieure pour les pays atteignant l'espérance de vie scolaire la plus élevée, comparativement aux pays où cette dernière est la plus faible.

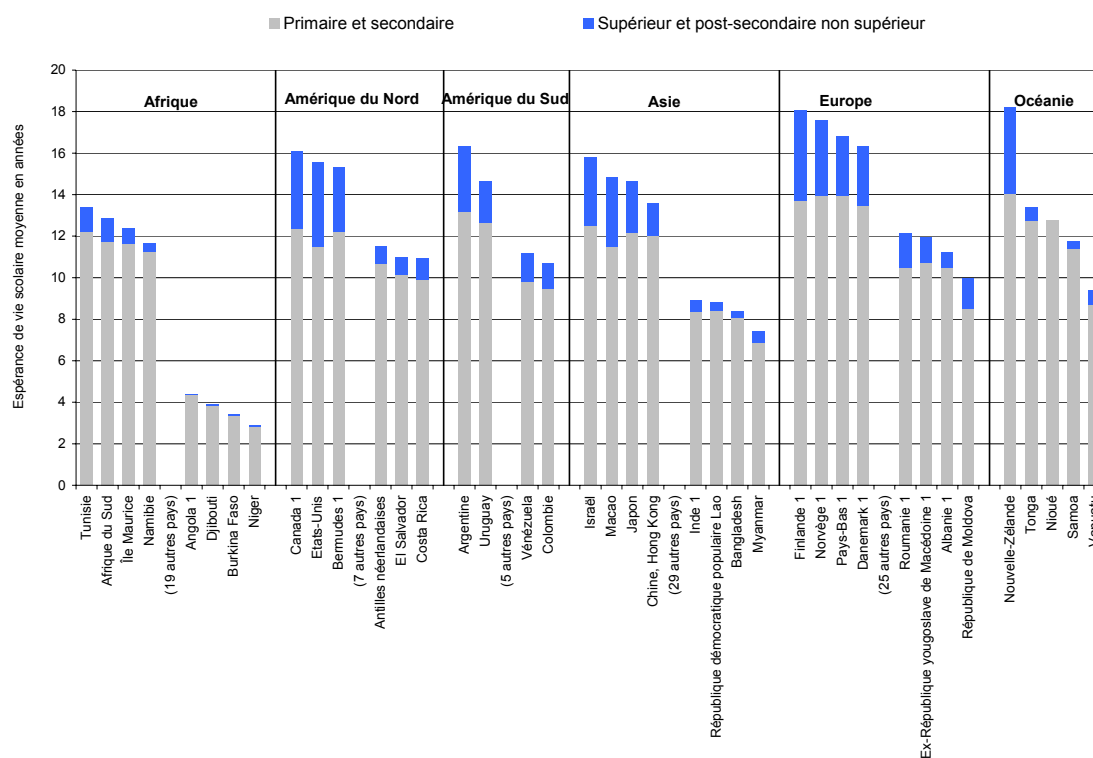
Au Burkina Faso, à Djibouti et au Niger, un enfant peut s'attendre à recevoir moins de quatre années d'enseignement, comparativement à près de treize ans en Afrique du Sud et en Tunisie. En Asie, les indices d'espérance de vie scolaire varient également de manière considérable : dans les pays ayant l'espérance la plus élevée, la scolarisation est environ deux fois plus longue que celle des pays ayant l'espérance la plus courte.

Certaines différences parmi les plus significatives se trouvent dans le temps moyen passé dans l'enseignement supérieur. Pour les dix pays dont les taux de participation sont les plus élevés, le nombre d'années moyen qu'un jeune peut s'attendre à passer dans l'enseignement supérieur (y compris un jeune qui n'étudiera jamais) est plus de 30 fois supérieur à celui des dix pays ayant les taux les plus bas. Dans les pays les plus performants, plus de 2,5 ans de la scolarisation moyenne sont attribuables aux études supérieures. C'est le cas de l'Argentine, des Bermudes, du Canada et des États-Unis dans les Amériques, d'Israël, du Japon et

de Macao (Chine) en Asie, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Norvège et de l'Espagne en Europe, de la Nouvelle-Zélande en Océanie, et de 20 autres pays qui ne sont pas mentionnés à la figure 1. L'Afrique présente une exception importante à cette règle : le temps consacré aux études supérieures est minime, même dans les pays où l'espérance de vie scolaire est plus longue. La Tunisie et l'Afrique du Sud sont les deux seuls pays de cette région pour lesquels l'espérance de vie scolaire attribuable à l'enseignement supérieur est de plus d'une année.

**Figure 1. Combien de temps un enfant peut-il s'attendre à passer dans le système d'éducation, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur ?**

*Espérance de vie scolaire moyenne, exprimée en années, pour les pays ayant les niveaux les plus faibles et les niveaux les plus élevés, par région (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4.

Notes : Les pays sont classés en ordre décroissant, par région.

Les données pour certains pays de l'OCDE et de l'UE ne sont pas incluses car elles englobent l'éducation aux adultes.

Le nombre de pays par région pour lesquels des données sont disponibles n'est pas indiqué, mais leur nom figure sur l'axe horizontal.

1) Les données se rapportent à 2000.

Toutefois, pour un grand nombre de pays, les données sur l'enseignement supérieur ne sont pas disponibles. En ne tenant compte que du nombre d'années de scolarisation attendues aux niveaux primaire et secondaire, on peut faire passer la couverture de 133 à 179 pays, ce qui représente près de 94 % de la population mondiale.

***Dans l'ensemble, un enfant peut s'attendre à passer en moyenne 9,3 ans dans l'enseignement primaire et secondaire***

En moyenne, un enfant qui entre à l'école aujourd'hui passera 9,3 ans aux niveaux primaire et secondaire (voir la **figure 2**). Le nombre moyen d'années (pondéré en fonction de la population) qu'un enfant puisse s'attendre à être inscrit aux niveaux primaire et secondaire est supérieur à 12 ans en Europe, en Amérique du Sud et en Océanie, et d'à peine plus de 11 ans en Amérique du Nord. Les enfants asiatiques passent moins de temps à l'école, soit 9 ans en moyenne.

**Figure 2. Espérance de vie scolaire moyenne en années, par région (2001)**

	Espérance de vie moyenne scolaire en années		Couverture			
	Primaire - secondaire	Primaire - supérieur	Primaire - secondaire		Primaire - supérieur	
			Pays	Population %	Pays	Population %
Afrique	7,6	7,8	49 / 53	89,4	29 / 53	38,4
Amérique du Nord	11,2	14,3	27 / 31	95,4	13 / 31	86,2
Amérique du Sud	12,1	13,7	12 / 12	100,0	9 / 12	91,7
Asie	8,9	9,9	47 / 50	99,2	38 / 50	90,0
Europe	12,4	15,4	37 / 44	99,4	37 / 44	99,4
Océanie	12,4	m	9 / 17	95,0	7 / 17	61,5
Monde	9,3	10,8	179 / 207	93,6	133 / 207	80,0

Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4.

Notes : Les données se rapportent à 2000 pour 38 pays et à 1999 pour 7 pays.

Les moyennes régionales sont pondérées en fonction du nombre d'enfants approchant de l'âge d'entrée à l'école primaire (5 ans). L'annexe D présente les groupements de pays utilisés pour le calcul des moyennes régionales.

L'enseignement supérieur n'a pratiquement aucune influence sur l'espérance de vie scolaire globale en Afrique. Toutefois, l'enseignement supérieur ajoute plus d'un an à l'espérance de vie scolaire en Asie et en Amérique du Sud, et plus de deux ans en Europe et en Amérique du Nord.

### **Encadré 1. Qu'est-ce que l'espérance de vie scolaire ?**

L'espérance de vie scolaire (EVS) est le nombre total d'années de scolarisation qu'un enfant âgé de 4 ans puisse s'attendre à recevoir, en postulant que la probabilité qu'il s'inscrive à l'école à un âge donné est égale au taux de scolarisation actuel pour cet âge. Cet indicateur évalue la durée moyenne des études et non pas le nombre d'années scolaires achevées. L'espérance de vie scolaire peut également être définie comme le nombre moyen d'années qu'un enfant passera vraiment dans le système éducatif. Étant donné qu'il s'agit d'une moyenne, le nombre d'années de scolarisation varie : par exemple, un enfant peut ne jamais fréquenter l'école ou, à l'opposé, passer jusqu'à 14 ans dans le système.

Le concept d'espérance de vie scolaire s'apparente beaucoup à celui de l'espérance de vie. L'espérance de vie estime le nombre théorique d'années moyen qu'un nouveau-né va vivre si les taux de mortalité restent constants. De la même façon, l'espérance de vie scolaire mesure le nombre probable d'années d'études qu'un enfant va compléter, suivant les taux de scolarisation actuels. Cet indicateur ne prévoit pas directement le niveau d'instruction de la population, puisqu'il tient compte des taux de redoublement et d'abandon, mais il propose un niveau d'instruction potentiel pour la population adulte future.

Cet indicateur possède deux caractéristiques importantes. Premièrement, il permet de comparer la taille de la population étudiante par niveau d'éducation en utilisant une échelle commune, soit le nombre d'années scolaires. Cela permet d'établir des comparaisons entre des pays dont les programmes ont une durée différente et/ou différentes combinaisons de niveaux d'éducation (c'est-à-dire primaire, secondaire et supérieur). Deuxièmement, cet indicateur permet de comparer divers types de programmes post-secondaires n'ayant pas une durée similaire.

Toutefois, comme pour n'importe quelle moyenne, l'espérance de vie scolaire masque les différences au sein de la population. Il s'agit d'un aspect non négligeable pour les pays dans lesquels les enfants ne participent pas tous à l'éducation, particulièrement aux niveaux secondaire et supérieur où la participation scolaire est plus limitée.

Les années de redoublement sont également calculées dans l'espérance de vie scolaire, et cela doit être pris en considération dans l'interprétation de cet indicateur. Par conséquent, l'indicateur ne représente pas le nombre moyen d'années scolaires achevées. En réalité, pour les systèmes ayant des taux de redoublement très élevés au primaire, l'EVS pour le primaire seulement peut dépasser la durée théorique du cycle primaire. L'espérance de vie scolaire exprime le nombre d'années passées à l'école, mais non le nombre d'années scolaires réussies, et ne signifie pas que l'apprentissage a été fructueux. La question du redoublement et de son influence sur l'indicateur d'espérance de vie scolaire est traitée dans une section subséquente.

***Un enfant en Afrique peut s'attendre à recevoir en moyenne 4,5 années de scolarisation, moins qu'un enfant vivant en Europe ou en Amérique***

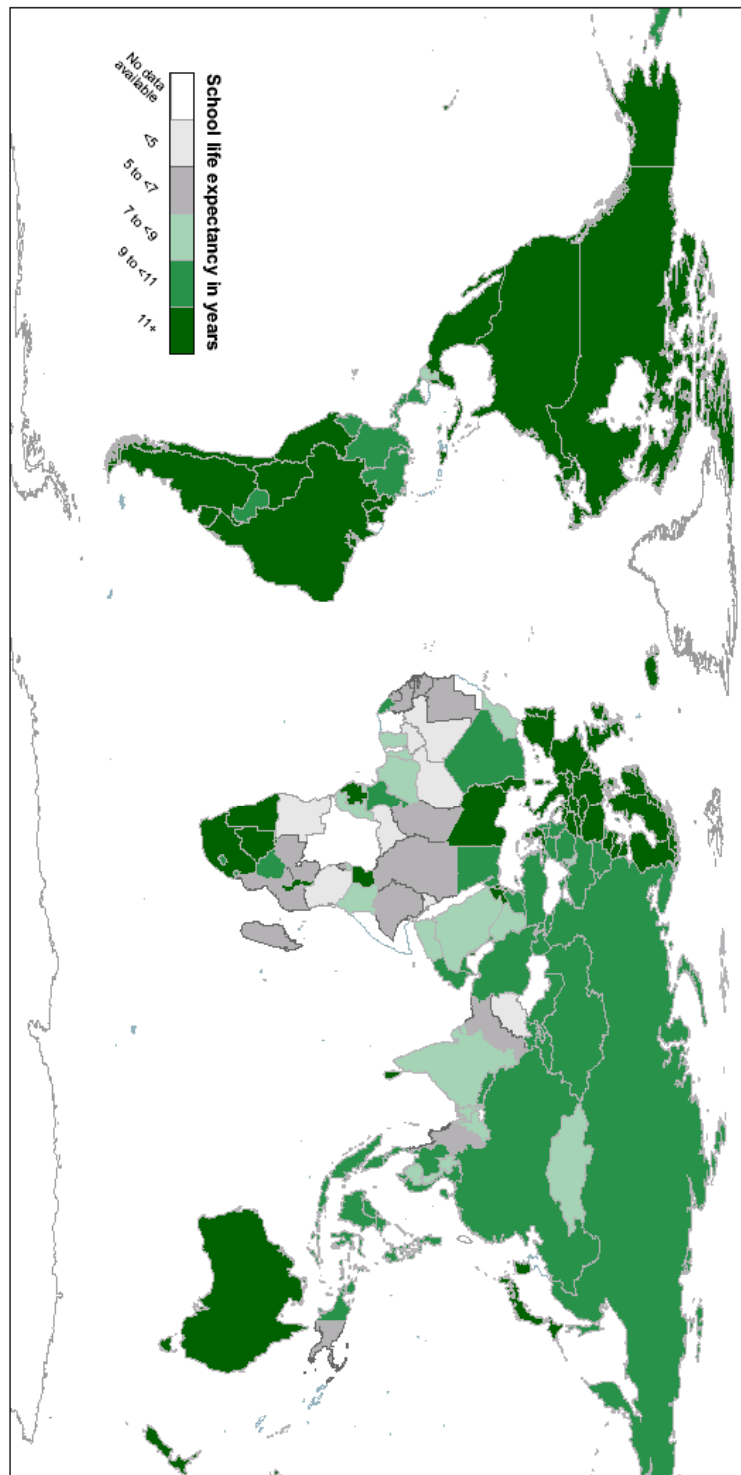
La **figure 3** présente le nombre d'années que les enfants peuvent s'attendre, en moyenne, à passer dans l'enseignement primaire et secondaire, selon les pays. La carte montre des différences énormes entre les régions géographiques, de même qu'à l'intérieur de celles-ci. La majorité des pays pour lesquels la durée moyenne de l'enseignement primaire et secondaire est courte, soit environ 7,5 ans en moyenne, sont situés en Afrique. Autrement dit, actuellement un enfant en Afrique reçoit en moyenne 4,5 années de scolarisation de base, moins qu'un enfant vivant en Europe ou en Amérique, et ce indépendamment de la qualité de l'enseignement. Ces différences ont des implications encore plus importantes si l'on tient compte de l'enseignement supérieur dans la comparaison. Le fossé s'élargit encore plus lorsque l'on ajuste les données, afin de tenir compte des taux élevés de redoublement pour de nombreux pays africains.

Pour les enfants d'un petit nombre de pays africains, l'espérance de vie scolaire est supérieure à 11 ans : Botswana, Cap Vert, Gabon, Île Maurice, Jamahiriya arabe libyenne, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Tunisie et Ouganda. Au bas de l'échelle, se trouvent les pays dont l'espérance de vie scolaire est inférieure à cinq ans : Angola, Burkina Faso, République centrafricaine, Djibouti, Érythrée, Mali, Niger et République-Unie de Tanzanie.

En Asie, l'échelle s'étend de quatre pays ayant une espérance de vie scolaire de plus de 12 ans à des pays où celle-ci est inférieure à sept ans (ex. : Myanmar, Pakistan). L'espérance de vie scolaire la plus courte au monde (à peine plus de deux ans) pour l'année scolaire 2001-2002 était celle de l'Afghanistan. Il convient de noter que la variation du nombre d'années de scolarisation prévues entre les 47 pays asiatiques est plus faible que dans d'autres régions en développement et que cette variation s'apparente davantage à celle que l'on retrouve en Europe et dans les Amériques.

**Figure 3. Combien d'années un enfant peut-il espérer fréquenter l'école ?**

*Espérance de vie scolaire moyenne exprimée en années dans l'enseignement primaire et secondaire, par pays (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4.



Notes : Les données se rapportent à 2001 pour 133 pays, à 2000 pour 38 pays et à 1999 pour 7 pays. Pour plus de détails, voir le tableau 4. Pour la République centrafricaine, la Guinée, Madagascar, le Mali, le Maroc, le Nigéria, l'Ouganda et le Yémen, la marge d'erreur des estimations de l'ISU était suffisamment petite pour permettre la présentation des données sur cette carte, mais trop grande pour qu'elles puissent être incluses au tableau 4.

### **Seuls deux pays à faible revenu atteignent 11 ans d'éducation, ce qui est pourtant le cas de presque tous les pays à revenu élevé**

La **figure 4** illustre le rapport entre le nombre d'années de scolarisation attendues des pays et leur richesse nationale, selon le produit intérieur brut (PIB) par habitant. Le nombre d'années de scolarisation attendues au primaire et au secondaire est directement proportionnel au niveau de richesse nationale. Alors que seulement deux des 37 pays à faible revenu, le Malawi et l'Ouganda, ont une espérance de vie scolaire qui dépasse 11 ans, tous les pays à revenu élevé, sauf deux, ont une espérance de vie scolaire supérieure à 11 ans.

Parmi les 37 pays à faible revenu, la durée moyenne de la scolarisation est de moins de 7 ans pour 21 pays. Seulement cinq pays (le Cameroun, le Malawi, le Népal, le Tadjikistan et l'Ouganda) dépassent la durée moyenne mondiale de 9 ans.

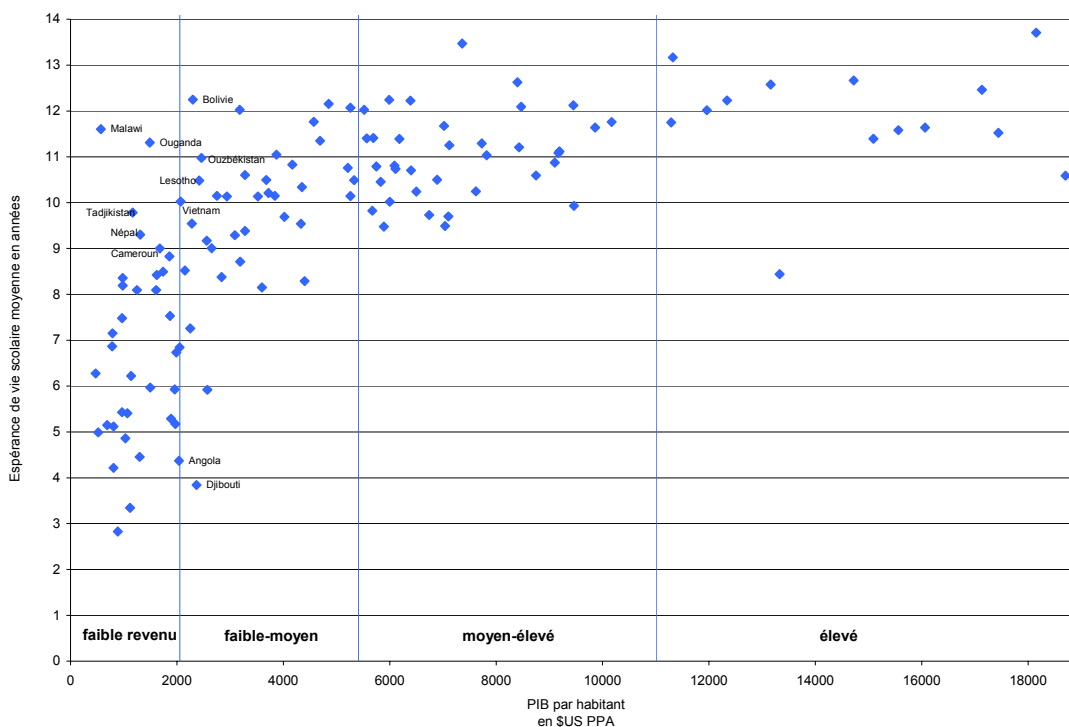
### **Le nombre d'années de scolarisation prévues est lié au revenu national, mais la richesse n'est pas le seul facteur déterminant**

La figure 4 présente également les pays qui ne suivent pas ce modèle. Certains pays ont une espérance de vie scolaire très longue malgré leur faible niveau de richesse nationale, alors que d'autres ne réussissent pas à garder les enfants à l'école aussi longtemps que l'on pourrait le croire à en juger par leur richesse. Par exemple, l'Angola et le Djibouti ont un niveau de revenu par habitant semblable à celui de la Bolivie, du Lesotho, de l'Ouzbékistan et du Vietnam ; toutefois, la durée moyenne de la scolarisation pour le premier groupe (4 ans ou moins) n'atteint même pas la moitié de celle du deuxième groupe (10 ans ou plus).

Il y a peu de doutes que la richesse des nations détermine en partie leur niveau d'investissement dans le capital humain, lequel est indiqué ici par la durée de la scolarisation. Toutefois, le revenu national ne peut entièrement expliquer l'espérance de vie scolaire. Plusieurs autres variables entrent dans l'équation. Cela peut prendre des années, voire des décennies, avant que les jeunes qui sont actuellement aux études contribuent pleinement à accroître la prospérité de leur pays (Hanushek, 2002). Ainsi, le fait de comparer les indicateurs actuels sur l'éducation avec le revenu national ne permet pas de connaître directement le rendement des investissements dans l'éducation. Cela peut néanmoins nous éclairer sur les différences entre les pays, en ce qui a trait à l'investissement des ressources disponibles.

**Figure 4. Comment la durée de scolarisation attendue est-elle liée à la richesse nationale ?**

*Espérance de vie moyenne, exprimée en années, dans l'enseignement primaire et secondaire, et PIB par habitant (\$US en parité de pouvoir d'achat), 2001*



Sources : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4. Banque mondiale, 2003.

Couverture : 147 pays, 94 % de la population mondiale (y compris les pays à revenu élevé dont le nom ne figure pas au graphique).

Notes : Seuls les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 19 000 \$US en parité de pouvoir d'achat sont nommés. Les pays sont classés par groupes de revenu en fonction du PIB par habitant en \$US convertis au moyen de la parité de pouvoir d'achat (PPA). Les pays sont regroupés par quartile de revenu. Le PIB par habitant se situe en dessous de 2 055 \$US en PPA pour les pays à faible revenu, entre 2 055 \$US en PPA et 5 415 \$US en PPA pour les pays à revenu faible-moyen, entre 5 415 \$US en PPA et 11 010 \$US en PPA pour les pays à revenu moyen-élevé et au-dessus de cette dernière somme pour les pays à revenu élevé. Cette classification diffère de celle utilisée par la Banque mondiale, laquelle est fondée sur le revenu national brut par habitant en \$US convertis au moyen du cours des changes.

## Évolution de la participation scolaire

*De la dernière décennie, se dégage une augmentation appréciable de la participation scolaire à travers le globe*

Au cours de la période 1990-2001, une augmentation importante de la participation à l'éducation se dégage. Une comparaison des données sur l'espérance de vie scolaire pour 1990 et pour 2001 révèle une augmentation de la participation dans l'enseignement primaire et secondaire pour toutes les régions du monde (voir la **figure 5**).

***La plus forte augmentation de la participation s'est produite en Afrique et en Amérique du Sud, où l'espérance de vie scolaire médiane a augmenté de 1,5 année depuis les dernières décennies***

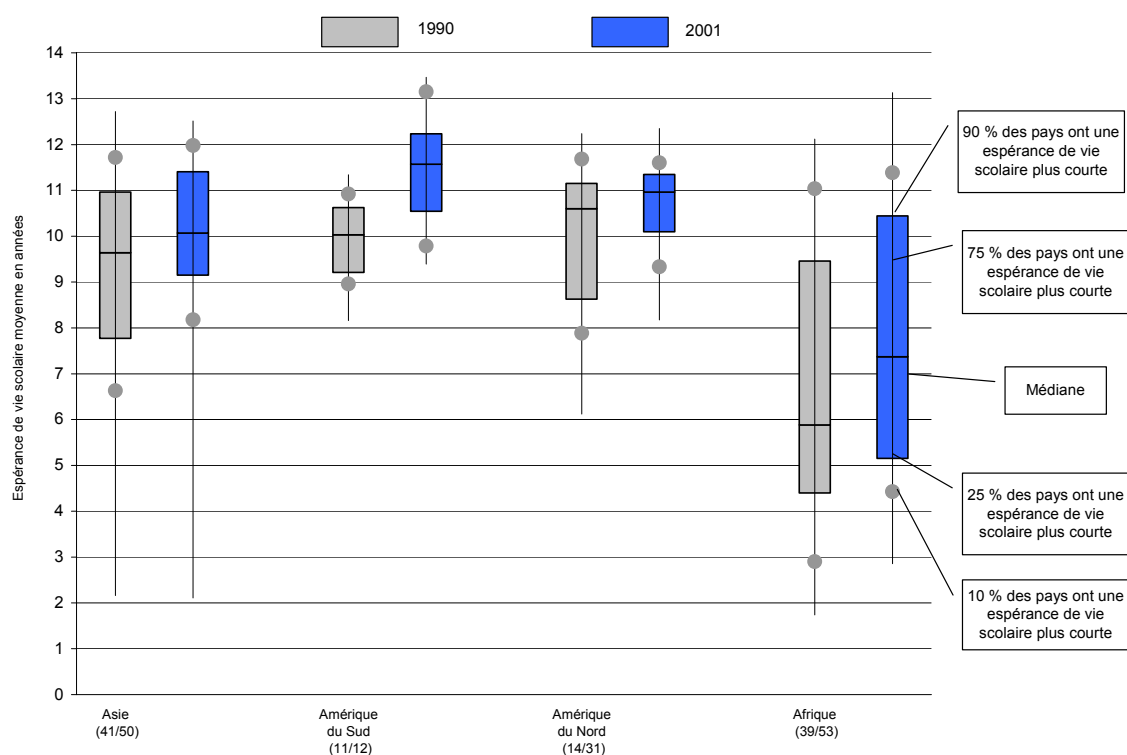
Les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud ont constaté la plus forte augmentation en participation à l'éducation. Dans les deux régions, l'espérance de vie scolaire médiane a augmenté d'environ 1,5 année depuis 10 ans.

En Afrique et en Asie, les pays qui accusaient un certain retard par rapport aux autres sont ceux qui ont le plus progressé au cours de la dernière décennie. En Amérique du Sud, l'augmentation globale du nombre d'années de scolarisation depuis 1990 s'est accompagnée d'un accroissement des écarts entre les pays. En Amérique du Sud, cet écart entre les pays s'est accru de plus d'une année. En Asie et en Amérique du Nord, la distribution entre les pays a plutôt tendu à s'égaliser. L'écart, entre les pays ayant les plus courtes et les plus longues espérances de vie scolaire, s'est atténué.

Plusieurs facteurs peuvent entraîner des écarts dans les taux de scolarisation et avoir un impact sur l'espérance de vie scolaire. Cela inclut les changements dans les taux de redoublement : une diminution du nombre de redoublants peut entraîner une diminution du nombre d'années de scolarisation moyen. Dans ce cas-ci, une baisse de l'espérance de vie scolaire refléterait en fait une tendance positive : un système éducatif plus efficace.

## Figure 5. Comment la participation scolaire a-t-elle évolué au cours de la dernière décennie ?

*Distribution des pays selon leur espérance de vie scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire, par région (1990 et 2001)*



Sources : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4 (pour 2001), Annuaire statistique 1998 de l'UNESCO (TBS pour 1990).

Couverture : 105 pays, 57 % de la population mondiale. Le nombre de pays couverts dans chaque région est indiqué entre parenthèses. Seules les données pour les pays qui peuvent être directement comparés malgré le changement de couverture et de classification entre 1990 et 2001 sont présentées. L'Europe et l'Océanie sont exclues en raison du nombre restreint de pays dans ces régions ayant fourni des données comparables.

Notes : L'espérance de vie scolaire est estimée d'après le taux brut de scolarisation, afin de permettre la comparaison des données pour 1990, lesquelles sont fondées sur le taux brut de scolarisation. Les données se rapportent à 2000 pour sept pays et à 1999 pour 4 pays.

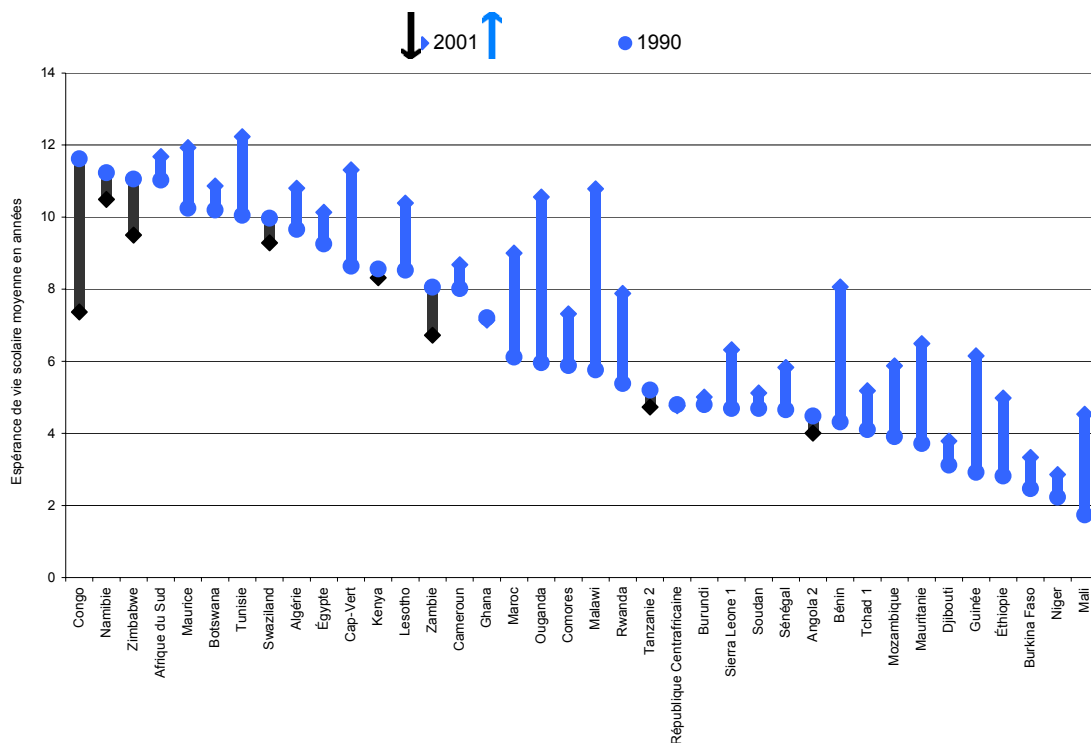
**La durée moyenne de la scolarisation a augmenté de plus de deux ans depuis 1990, dans au moins 11 pays du continent africain**

La figure 6 présente des données sur l'espérance de vie scolaire en Afrique. Parmi les pays africains pour lesquels des données sont disponibles, trois pays sur quatre ont vu leur espérance de vie scolaire augmenter de plus de 0,3 année de 1990 à 2001. On constate une croissance importante pour un certain nombre de pays, notamment une hausse de plus deux ans pour le Cap-Vert, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Rwanda et la Tunisie, de plus de trois ans pour le Bénin et la Guinée, et de plus de quatre ans pour le Malawi et l'Ouganda. Des améliorations apparaissent non seulement pour des pays dont le taux de

participation était faible au départ, comme le Mali et la Guinée, mais également pour des pays dont le taux de participation était déjà élevé en 1990, comme le Cap-Vert et la Tunisie. Par contre, quelques pays n'ont connu que peu ou pas d'évolution à cet égard, notamment le Burundi, la République centrafricaine, le Ghana et le Kenya ; pour d'autres pays, les taux sont tombés en dessous des niveaux de 1990. Le nombre d'années de scolarisation que les enfants de Zambie et du Zimbabwe peuvent s'attendre à suivre en 2001 est d'un an inférieur à celui de 1990. La situation la plus grave est celle du Congo, lequel avait le plus haut niveau de scolarisation primaire et secondaire en 1990 et où l'espérance de vie scolaire a chuté de plus de quatre ans entre 1990 et 2001.

**Figure 6. Comment la participation scolaire a-t-elle évoluée en Afrique depuis 1990 ?**

*Espérance de vie scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire pour les pays sélectionnés (1990 et 2001)*



Sources : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4 (pour 2001), Annuaire statistique 1998 de l'UNESCO (TBS pour 1990).

Notes : Les pays sont classés selon l'ordre décroissant de leur espérance de vie scolaire pour 1990.  
 1) Les données se rapportent à 2000.  
 2) Les données se rapportent à 1999.

***Les pays qui cherchent à atteindre les objectifs de l'EPU devront faire face à une demande croissante au niveau secondaire***

La **figure 7** présente le changement en nombre absolu d'élèves du primaire et du secondaire entre 1998 et 2001. L'évolution de ce nombre reflète des tendances dans l'offre et la demande de services éducatifs. Il importe de contrôler et de prévoir les changements du nombre d'élèves en vue de gérer efficacement l'expansion ou la contraction des systèmes éducatifs. La figure 7 présente la relation entre l'écart relatif du nombre d'élèves du primaire et du secondaire. Les pays sont classés en trois groupes en fonction des données de 1998 : ceux qui ont encore un long chemin à faire avant d'atteindre l'EPU (taux nets de scolarisation inférieurs à 80 %), ceux dont le taux net de scolarisation est entre 80 % et 95 % et ceux dont le taux dépasse 95 %, la mesure de référence pour l'EPU.

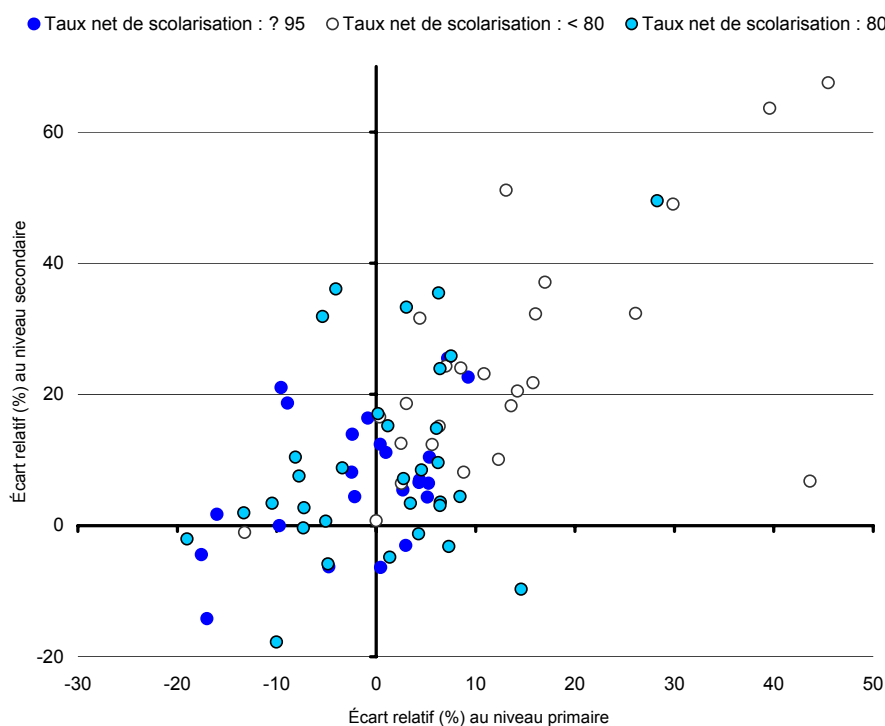
***Le coût associé à l'expansion des chances d'accès à l'éducation dépasse les objectifs de l'EPU et exige la création d'occasions supplémentaires pour la poursuite des études au-delà du primaire***

La plupart des pays ont connu une croissance aux deux niveaux d'études : jusqu'à 45 % d'augmentation au primaire et 60 % au secondaire. Les taux de changement les plus faibles au niveau primaire étaient souvent liés à une variation absolue plus importante du nombre d'élèves.

L'augmentation des taux de scolarisation au primaire va habituellement de pair avec l'augmentation des taux de scolarisation au secondaire. C'est le cas des pays ayant un taux de scolarisation primaire faible, aussi bien que pour ceux qui sont près d'atteindre l'EPU. Le fait de répondre à la demande au niveau primaire peut stimuler la demande en matière d'éducation secondaire. Les coûts pour étendre les chances d'accès à l'éducation dépassent l'atteinte des objectifs de l'EPU et supposent la création de chances supplémentaires d'accès au niveau secondaire.

## Figure 7. À quel niveau d'études le changement dans les taux de scolarisation se produit-il?

Écart relatif dans le nombre d'élèves au primaire et au secondaire entre 1998 et 2001.



Source : Institut de statistique de l'UNESCO.

### Redoublement et espérance de vie scolaire

#### *L'indicateur d'espérance de vie scolaire exagère la réussite scolaire puisqu'il tient compte du redoublement*

L'espérance de vie scolaire (tout comme le taux brut de scolarisation) rend compte de la quantité plutôt que de la distribution des années d'études. Il est donc essentiel d'évaluer aussi les indicateurs mesurant l'efficacité des systèmes éducatifs, en particulier le nombre d'années consacrées au redoublement.

#### *La proportion de redoublants ne dépasse pas 5 % aux niveaux primaire et secondaire pour 70 des 147 pays*

La **figure 8** présente le pourcentage d'élèves qui redoublent une année au primaire comparativement au pourcentage d'élèves qui redoublent une année au secondaire ; elle illustre des différences substantielles entre les deux niveaux d'éducation. Le redoublement n'existe pas dans 23 des 161 pays pour lesquels des données touchant le primaire sont disponibles, ni dans 24 des 158 pays au niveau secondaire depuis que des politiques de promotion automatique empêchent le redoublement d'années. De manière générale, la proportion de

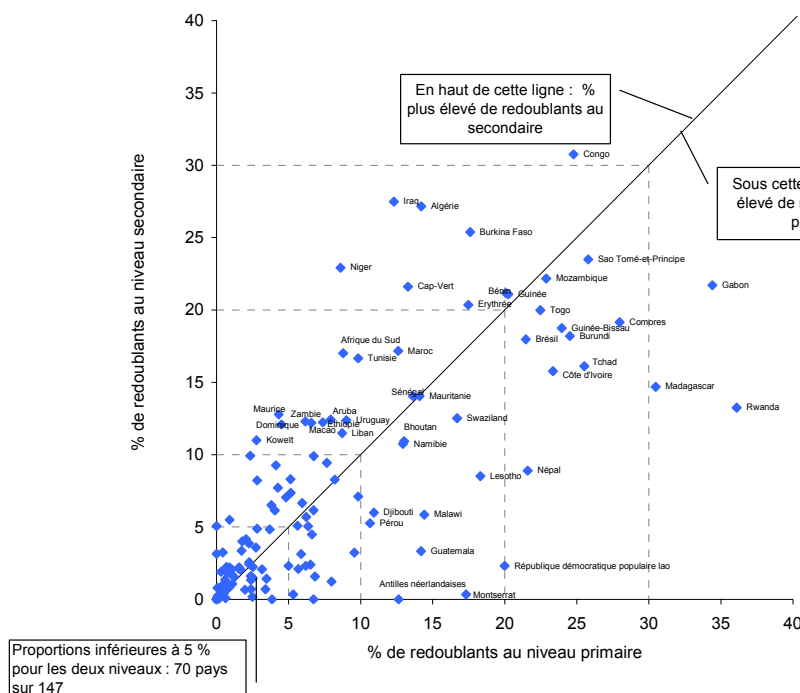
redoublants ne dépasse pas 5 % pour les deux niveaux dans 70 des 147 pays produisant des données pour les deux niveaux. Les pays dont la proportion générale de redoublement est faible ou moyenne tendent à avoir des proportions de redoublement légèrement plus élevées pour le niveau secondaire.

*Actuellement, dans 35 pays, plus d'un élève sur dix inscrit au primaire redouble une année.*

En outre, la figure 8 fait état de proportions de redoublement extrêmement élevées, en particulier pour de nombreux pays d'Afrique. Dans 35 pays, plus de 10 % des élèves inscrits au primaire sont des redoublants. La situation est semblable dans l'enseignement secondaire pour 38 pays. Bien que le redoublement soit un phénomène plus répandu au secondaire, les proportions les plus élevées ont été rapportées pour l'enseignement primaire. Au Gabon, à Madagascar et au Rwanda, un élève sur trois inscrit au primaire est un redoublant.

**Figure 8. Comment les élèves évoluent-ils dans le système ?**

*Pourcentage de redoublants dans les enseignements primaire et secondaire (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableaux 3 et 6.

Couverture : 147 pays, 61 % de la population mondiale.

Note : Le nom des pays ayant plus de 10 % de redoublants dans au moins un niveau figure au graphique.



***Dans au moins 23 pays, les enfants peuvent s'attendre à consacrer plus d'une année de leur scolarisation au redoublement***

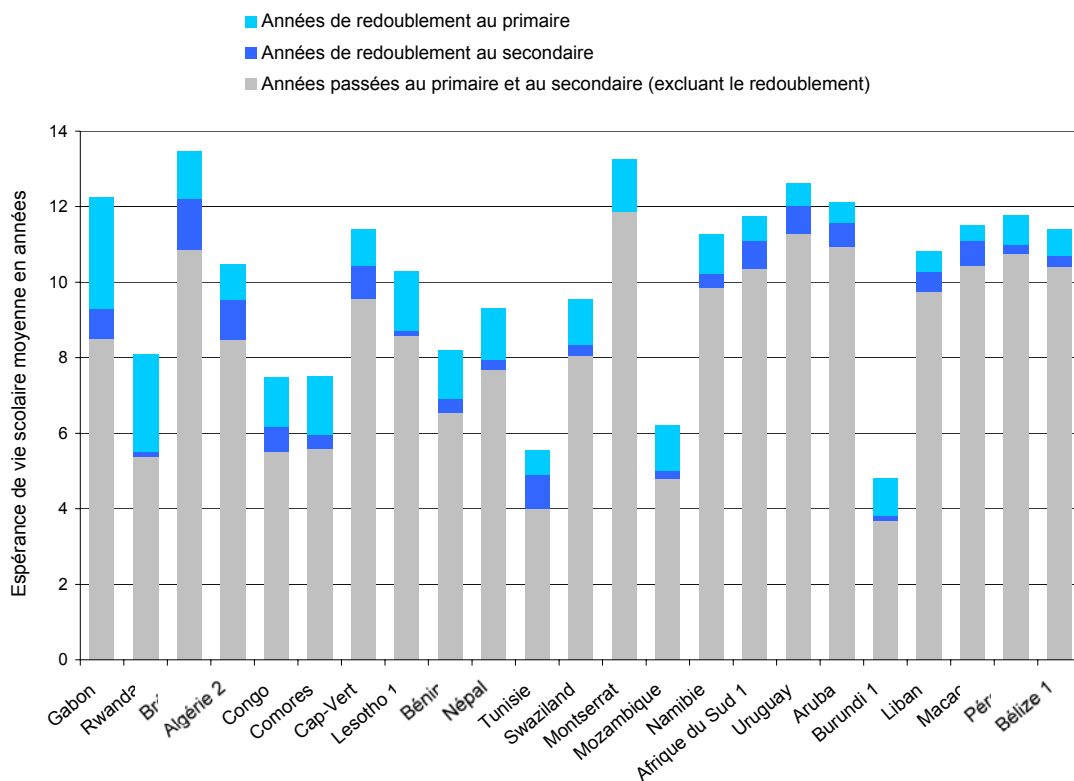
Le pourcentage de redoublants peut se traduire par le nombre d'années qu'un élève peut s'attendre à consacrer au redoublement, et ce nombre est lié à l'indicateur d'espérance de vie scolaire. La **figure 9** présente l'espérance de vie scolaire excluant les années de redoublement ainsi que le nombre d'années qu'un enfant peut s'attendre à passer à redoubler. Dans 23 pays, les enfants peuvent s'attendre à consacrer, en moyenne, plus d'une année de leur scolarisation au redoublement. En Algérie, au Brésil, au Gabon, au Rwanda et au Togo, les enfants peuvent s'attendre à y consacrer deux ans ou plus. De plus, les enfants du Gabon et du Rwanda sont appelés à passer environ le tiers du temps consacré à l'école à redoubler.

Dans la plupart des pays, le redoublement est un phénomène plus répandu au niveau primaire. Cependant, en Algérie, à Aruba, au Brésil, à Macao, en Afrique du Sud, en Tunisie et en Uruguay, la majeure partie du redoublement a lieu au secondaire. Au Cap-Vert, au Congo et au Gabon, le redoublement au secondaire représente plus de 0,6 année par enfant, qui s'ajoute à des proportions de redoublement élevées au niveau primaire.

Même de faibles proportions de redoublement peuvent former un nombre d'années non négligeable si l'on tient compte à la fois des cycles primaire et secondaire et que l'on cumule les proportions. Avec 9 % des élèves du secondaire qui redoublent une année en France, une moyenne de 0,7 année est dévolue au redoublement. Cela revient à dire que plus d'un enfant sur deux répétera une année de scolarité dans le cycle de l'enseignement secondaire.

### Figure 9. Combien d'années scolaires une personne peut-elle s'attendre à consacrer au redoublement ?

*Espérance de vie scolaire moyenne, excluant le redoublement, et nombre d'années de redoublement prévues dans l'enseignement primaire et secondaire (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4. Les années de redoublement prévues sont fondées sur les tableaux 3 et 6.

Notes : Seuls les pays pour lesquels le nombre d'années de redoublement prévues est supérieur à un sont présentés. Les pays sont classés selon l'ordre décroissant du nombre total d'années que les enfants peuvent s'attendre à consacrer au redoublement dans l'enseignement primaire et secondaire.

1) Les données se rapportent à 2000.

2) Les données se rapportent à 1999.

Le coût du redoublement est assez élevé. Selon une étude récente, on estime que, parmi 15 pays d'Amérique latine qui représentent plus de 90 % de la région, les ressources nécessaires associées au redoublement équivalent à 11,1 milliards de dollars américains en parité de pouvoir d'achat par année (Bruneforth, Motivans et Zhang, 2004). La majeure partie de ces coûts, soit une portion de plus de 8,3 milliards de dollars américains en parité de pouvoir d'achat, est assumée par le Brésil, mais la part des coûts attribuables au redoublement est également élevée pour l'Argentine et le Mexique. Au Brésil, ces coûts équivalent à fournir une année scolaire à près de 10 millions d'élèves du secondaire ou à 2 millions d'étudiants universitaires.

### III. Éducation primaire universelle et au-delà : combien de temps les enfants restent-ils à l'école ?

*Des taux de scolarisation élevés ne signifient pas nécessairement que l'objectif de l'éducation primaire universelle est atteint*

Étant donné que l'indicateur d'espérance de vie scolaire ne présente que le nombre moyen d'années de scolarité, il voile parfois les différences au sein même des pays. Certains pays peuvent avoir une espérance de vie scolaire moyenne similaire, mais pour l'un presque tous les enfants restent à l'école pour toute la durée des études, alors que pour un autre certains enfants restent à l'école beaucoup plus longtemps que la moyenne et que d'autres enfants abandonnent très tôt. Afin d'évaluer le nombre d'années scolaires que les gouvernements fournissent en moyenne à chaque enfant, il importe également de déterminer si tous les enfants fréquentent l'école pour une durée similaire. Ainsi, pour mieux comprendre l'accès et la progression dans le système éducatif, d'autres types d'indicateurs sont nécessaires.

#### **Assurer l'éducation universelle**

*Les pays ayant des niveaux de couverture scolaire similaires sont considérablement différents en ce qui a trait à la période de temps que les enfants passeront à l'école*

Il est difficile d'évaluer le nombre d'années pendant lesquelles un enfant fréquente l'école d'après les regroupements de données administratives nationales. Les données provenant de sondages auprès des ménages peuvent fournir certaines indications à cet égard, mais uniquement au sujet de cohortes plus âgées ayant connu le système éducatif d'il y a environ dix ans. Le nombre de groupes composés d'enfants du même âge (enfants âgés de 7 ans, enfants âgés de 8 ans, etc.), pour lesquels au moins 85 % de la population est inscrite, est une autre mesure de la couverture du système. Bien que la référence pour la scolarisation universelle soit un taux net de scolarisation de 100 %, la correspondance entre les données de population et la scolarisation ne permet pas toujours une telle précision. Par conséquent, un seuil moins élevé (85 %) est utilisé dans cette analyse comme référence, tout en gardant à l'esprit que les gouvernements doivent assurer l'accès à l'éducation aux enfants qui en sont encore exclus et souvent les plus difficiles à rejoindre.

La **figure 10** présente les pays selon le nombre de cohortes d'élèves du même âge pour lesquels le taux de scolarisation est supérieur à 85 % par rapport à l'espérance de vie scolaire. Il n'est pas surprenant que le nombre d'années de scolarisation prévues soit corrélé avec les taux de scolarisation. Toutefois, il existe aussi une importante variation dans la distribution de l'éducation.

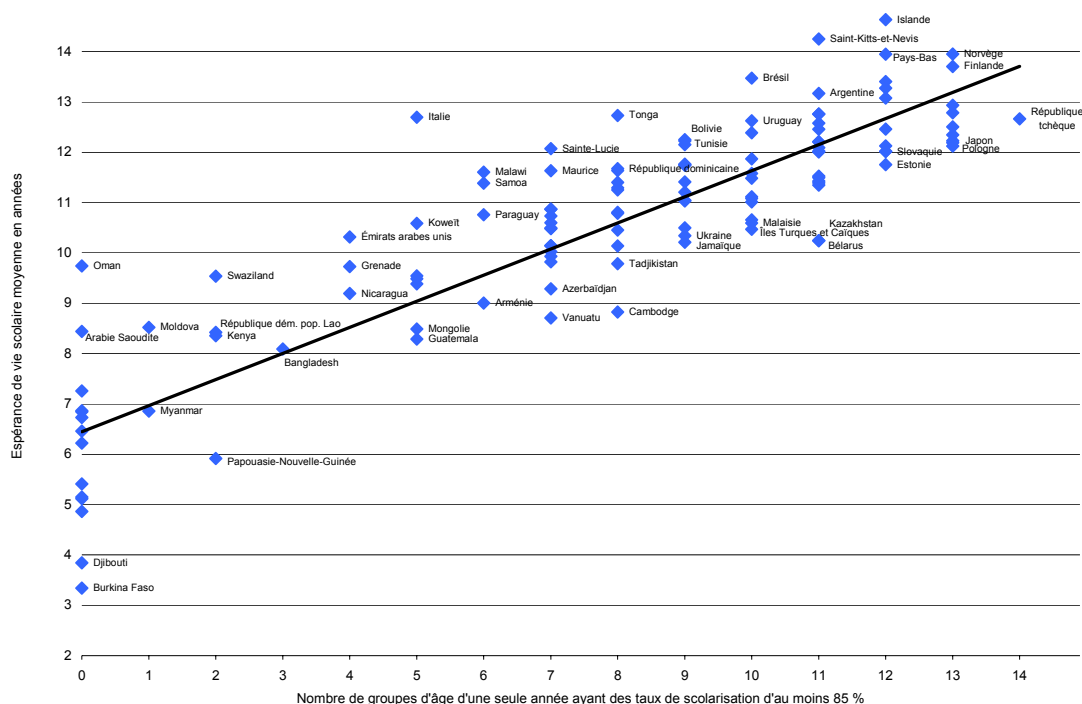
***Dans certains pays, seule une faible proportion d'enfants bénéficient d'une longue scolarité, alors que dans d'autres, la participation est plus également distribuée entre les enfants***

Par exemple, au Swaziland et à Oman, les enfants fréquentent l'école en moyenne neuf ou dix ans. Toutefois, ce nombre d'années de scolarité prévues qui frôle le seuil de la scolarisation universelle (85 %) n'est atteint que pour deux années seulement de la population d'âge officiel au Swaziland, et pour aucune à Oman. Comparativement à ces deux pays, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Cambodge et Vanuatu ont un nombre d'années de scolarité prévues similaire, mais réussissent à garder les taux de scolarisation de la population d'âge scolaire à un niveau supérieur à 85 % pendant six à huit ans. Ainsi, dans certains pays, une proportion peu élevée d'enfants bénéficient d'une longue éducation alors que dans d'autres pays, la participation est plus équitablement distribuée entre les enfants.

La figure 10 suggère également qu'il y a un lien entre la durée de l'espérance de vie scolaire et l'atteinte d'un taux de scolarisation de 85 % pour au moins six années d'études. Aucun pays dont l'espérance de vie scolaire est inférieure à 8,5 ans ne réussit à garder plus de 85 % des enfants à l'école pour au moins six cohortes d'âge consécutives.

## Figure 10. Une scolarité de plus longue durée se traduit-elle par une éducation plus universelle ?

*Espérance de vie scolaire moyenne en années dans l'enseignement primaire et secondaire, et nombre de groupes d'enfants du même âge pour lesquels le taux net de scolarisation est d'au moins 85 % (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 4.  
Couverture : 126 pays, 37 % de la population mondiale.

Un éventail d'objectifs et de normes ont été fixés, à la fois à l'échelle mondiale (c'est-à-dire l'Éducation pour tous, les Objectifs de développement pour le Millénaire, etc.) et régionale (ex.: 75 % de scolarisation au niveau secondaire pour 32 pays participant au Sommet des Amériques). Certaines normes législatives ou constitutionnelles sont également liées à l'éducation obligatoire sur le plan national.

**Assurer l'éducation primaire universelle demeure la priorité, mais les autres besoins d'apprentissage des jeunes sont également considérés comme prioritaires**

De toute évidence, l'éducation primaire universelle et la fréquentation de l'école secondaire ont une série de répercussions sociales et économiques avantageuses sur les individus et la société. L'accès à l'éducation de base est essentiel afin d'éradiquer l'extrême pauvreté, et il s'agit d'un droit de l'homme fondamental. Avec cela en tête, les gouvernements nationaux se sont engagés à atteindre les six objectifs de l'Éducation pour tous (EPT) et les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) liés à l'éducation, tels qu'adoptés par les Nations Unies.

Des tensions inhérentes font surface lorsqu'on tente d'adapter les données nationales aux normes internationales. L'application de la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE97), un cadre pour la description statistique complète des systèmes éducatifs nationaux, permet de calculer des indicateurs permettant aux décideurs d'établir des comparaisons entre les pays, mais tend également à produire des résultats qui peuvent différer des indicateurs définis à l'échelle nationale (*voir l'encadré 2*). Les indicateurs internationaux nécessitent également des données démographiques comparables qui sont utiles au calcul d'un grand nombre d'indicateurs, et il s'agit encore une fois d'une source potentielle de divergences avec les indicateurs nationaux. La comparaison internationale est vitale pour permettre d'établir des comparaisons fiables et exactes, nécessaires pour faire le suivi des progrès mondiaux vers l'atteinte des objectifs de développement, ainsi qu'établir les systèmes de références des pays.

### **Encadré 2. Classement des systèmes éducatifs nationaux selon les normes internationales**

La structure des programmes des systèmes éducatifs varie d'un pays à l'autre, et la durée de l'enseignement primaire et des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire peut également être différente. Ces différences rendent difficile l'établissement de comparaisons entre les pays : un pays peut avoir un cycle primaire de trois ans (tel que défini à l'échelle nationale) alors que dans un autre pays le cycle primaire dure huit ans. La *Classification Internationale Type de l'Éducation* (CITE 97), révisée en 1997, fournit un cadre permettant d'améliorer la comparabilité des indicateurs portant sur l'éducation. L'application de ce cadre fait en sorte que les données de base sur les élèves, les enseignants, les coûts, etc. de différents pays puissent être comparées.

Les niveaux d'éducation sont définis dans CITE97 comme suit :

L'enseignement primaire (CITE 1) donne aux élèves un solide enseignement de base en lecture, en écriture et en mathématiques ainsi que des connaissances élémentaires dans d'autres matières telles que l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, le dessin et la musique. Dans certains cas, une instruction religieuse est prévue. Ce niveau offre un enseignement à des enfants dont l'âge habituel ou légal d'admission est de cinq ans au minimum et de sept ans au maximum. La durée habituelle de la scolarité est en principe de six ans à plein temps.

Le premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2) comprend des programmes dont la structure est généralement davantage orientée vers les matières enseignées par des enseignants plus spécialisés et plus nombreux où ceux-ci se chargent d'une matière dans laquelle ils sont spécialisés.

Le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (CITE 3) est considéré comme étant plus spécialisé que le premier cycle du secondaire et les enseignants doivent souvent être plus qualifiés ou spécialisés. L'âge d'admission à ce niveau est normalement de 15 ou 16 ans. Les programmes de ce niveau exigent normalement des élèves l'accomplissement préalable d'environ neuf ans d'études à plein temps ou de programmes associant études et expérience.

Ci-dessous est représenté un exemple de la manière dont le système d'éducation national du Chili est classé dans le cadre international. Il faut noter qu'afin d'augmenter la comparabilité des données entre les pays, une norme de six ans est normalement fixée pour le niveau 1 de la CITE. Ainsi, le classement de ce système dans la CITE suppose le groupement de données statistiques sur les élèves, les enseignants et les dépenses des deux premières années du deuxième cycle de l'éducation de base (années 5 et 6) avec celles du premier cycle de l'éducation de base (années 1 à 4), en vue de créer un niveau correspondant au niveau 1 de la classification internationale.

#### Classement du système éducatif chilien dans la CITE

Âge en années	Programme national	Années d'études	Niveau CITE
4 - 5	educación preescolar o parvularia		0 (préprimaire)
6 -9	educación general básica primer ciclo	1-4	1 (primaire)
10-11	educación general básica segundo ciclo	5 - 6	
12 -13		7 -8	2 (premier cycle du secondaire)
14 -15	<u>educación media 1. Ciclo</u>		3 (deuxième cycle du secondaire)
16-17	<u>educación media 2. Ciclo</u>		

Source : Institut de statistique de l'UNESCO/OCDE 2003, cd-rom du BIE d 2001.

L'éducation primaire universelle est l'objectif clé de l'EPT et des ODM, bien que ceux-ci ciblent également des objectifs qui vont au-delà de l'accès à l'éducation primaire. Par exemple, le troisième objectif de l'EPT engage les pays à *assurer que les besoins d'apprentissage de tous les jeunes et de tous les adultes soient remplis, grâce à un accès équitable à des programmes d'enseignement et des programmes de dynamique de la vie appropriés*, et le cinquième objectif les engage à *éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et [à] instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici 2015* (UNESCO, 2000). Dans le même ordre d'idées, les Objectifs de développement pour le Millénaire visent entre autres à *éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici 2005 si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard*.

*Avant même que les pays n'atteignent ou ne soient près d'atteindre l'éducation primaire universelle, il est nécessaire de mesurer la participation aux niveaux d'éducation suivants à l'aide de comparaisons internationales*

Pour le nombre grandissant de pays qui ont atteint ou qui atteindront sous peu la participation universelle dans l'éducation primaire et pour ceux qui sont toujours loin du but, les comparaisons internationales doivent aussi tenir compte d'autres niveaux d'éducation qui sont implicitement englobés par les objectifs internationaux en éducation.

**Les objectifs nationaux sont énoncés dans les règles relatives à la scolarisation obligatoire**

*Dans la plupart des pays, les normes nationales sur la scolarisation obligatoire vont au-delà de l'éducation primaire. Ces normes doivent également servir à évaluer les progrès*

La plupart des gouvernements établissent des normes concernant la durée minimale légale ou officielle de la scolarisation normale, lesquelles délimitent la plage d'âge pour la scolarisation obligatoire. Ces normes sont habituellement appliquées au moyen de lois ordinaires ou constitutionnelles (voir l'encadré 3).

*Dans la plupart des pays, la scolarisation obligatoire englobe une partie de l'enseignement secondaire*

La **figure 11** présente la distribution des pays, par région, sous l'angle de la couverture prévue de la scolarisation obligatoire. À travers le monde, quatre pays sur cinq possèdent des règles prévoyant que la scolarisation obligatoire s'étend au-delà du niveau primaire. Le premier cycle du secondaire fait partie de la scolarisation obligatoire pour les trois quarts des pays et, pour d'autres, celle-ci englobe une partie ou la totalité du deuxième cycle du secondaire (voir le tableau 2).

La scolarisation obligatoire dans tous les pays d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Océanie couvre une partie de l'enseignement secondaire. Dans une minorité de pays d'Afrique (20 sur 49), d'Amérique du Nord (6 sur 30) et d'Asie (13 sur 45), elle se limite au cycle primaire. En d'autres mots, dans la majorité des pays de toutes les régions, la scolarité obligatoire englobe une partie du cycle secondaire.

### **Encadré 3. Qu'entend-on par scolarisation obligatoire ?**

La scolarisation obligatoire est rendue obligatoire par des lois constitutionnelles ou ordinaires. Ces lois exigent que les enfants d'un certain groupe d'âge soient inscrits à l'école, mais elles ne sont pas toujours respectées à la lettre. Les normes modernes (ex. : Convention relative aux droits de l'enfant) considèrent essentiellement la scolarisation obligatoire comme une obligation de l'État – le meilleur moyen de l'atteindre est donc de donner accès à l'éducation, en assurant un niveau de qualité élevé en vue d'attirer les bénéficiaires – et comme une garantie législative assurant un engagement suffisant de la part de l'État sur le plan budgétaire.

Les garanties constitutionnelles relatives au droit à l'éducation peuvent mentionner la scolarisation obligatoire ou non mais, lorsque c'est le cas, c'est souvent sous forme d'aspirations. Sans loi d'application, ces aspirations se réalisent rarement. Pour les fins de cette étude, elles indiquent toutefois l'intention politique d'établir une norme et



servent ainsi de points de référence pour la mesure des progrès accomplis vers les objectifs nationaux.

L'Inde offre un exemple de règles relatives à la scolarisation obligatoire : le 93<sup>e</sup> projet d'amendement constitutionnel vise à faire en sorte que l'éducation obligatoire et gratuite soit un droit fondamental reconnu par la constitution fédérale pour le groupe des enfants âgés de 6 à 14 ans. Dans le cadre législatif actuel de la Grèce, le primaire et le premier cycle du secondaire sont obligatoires pour les élèves âgés d'au plus 16 ans.

Le projet constitutionnel du Kenya garantit l'éducation comme un droit de l'homme fondamental et donne la chance à tous les enfants de s'instruire. L'article 58 stipule que « chaque personne a droit à une éducation de base aux niveaux pré-primaire, primaire et secondaire », et ajoute : « le gouvernement doit mettre en place un programme afin de garantir que le droit de chaque enfant à l'éducation primaire obligatoire et gratuite est respecté. » Le Kenya a également adopté en 2001 le *Children's Act* qui garantit l'éducation obligatoire et gratuite. D'autres pays d'Afrique possèdent également des lois qui énoncent clairement que l'éducation est un droit fondamental : Algérie, Cameroun, Libéria, Libye, Mali et Afrique du Sud. La question à savoir dans quelle mesure les gouvernements s'acquittent de leurs engagements sera traitée dans la section suivante.

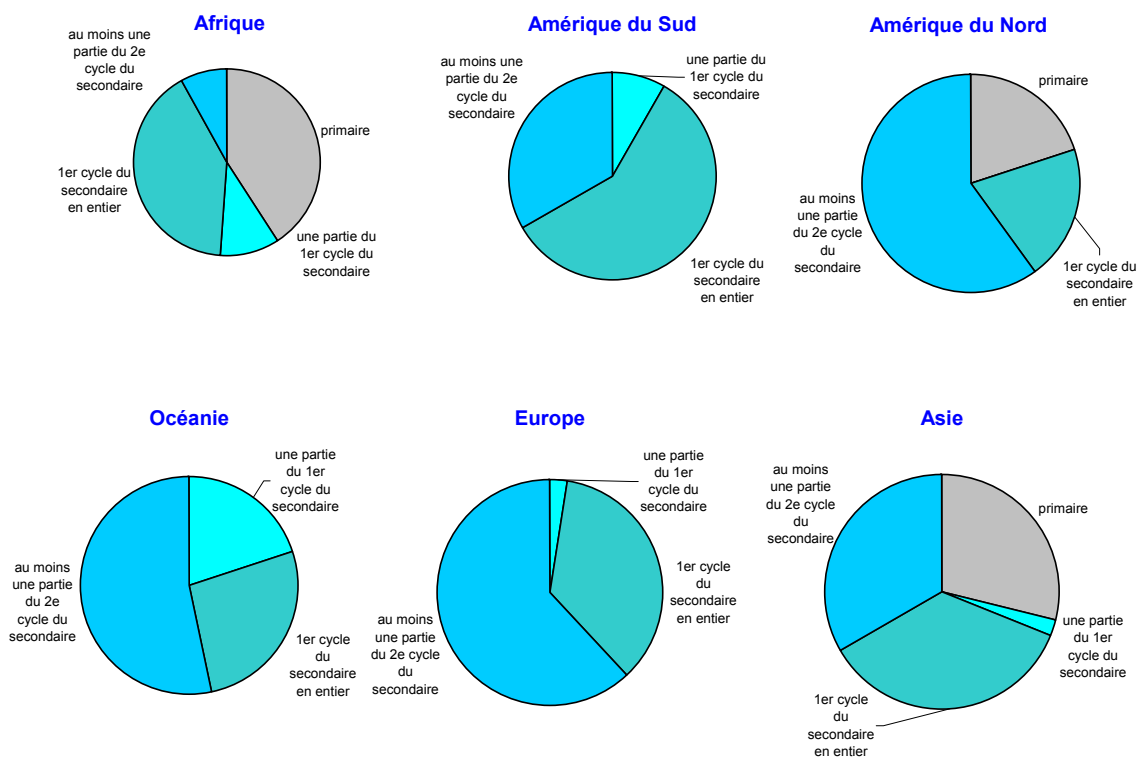
Un certain nombre de pays ne possèdent aucun règlement touchant la scolarisation obligatoire. C'est le cas du Bahreïn, du Cambodge, de la Gambie, de la Malaisie, de Oman, de Singapour et des Îles Salomon.

Nombre de systèmes nationaux, particulièrement en Amérique du Sud et dans les États arabes, ne font pas de distinction entre l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle comme tel. Les deux niveaux n'en forment qu'un seul, normalement désigné comme l'éducation de base, qui dure environ neuf ans. Aux fins de comparaisons internationales, ce niveau serait défini comme couvrant à la fois le primaire et le premier cycle du secondaire (niveaux 1 et 2 de la CITE).

Dans bon nombre de pays, les normes fixées par le gouvernement imposent officiellement la participation au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. C'est le cas d'un petit nombre de pays africains comme le Gabon, le Libéria, les Seychelles et la Tunisie, et de plus de la moitié des pays d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Océanie.

## Figure 11. Quels niveaux d'éducation sont obligatoires ?

*Proportion de pays pour lesquels l'éducation obligatoire couvre uniquement l'enseignement primaire, ou le primaire et une partie de l'enseignement secondaire, par région (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 2.

Couverture : 192 pays, 98 % de la population mondiale. Les pays qui ne possèdent pas de règlements sur la scolarisation obligatoire ne sont pas inclus.

Note : Les données pour 13 pays se rapportent à 2000.

### Remplir les normes nationales : participation à l'éducation obligatoire

En tenant compte du fait que l'enseignement secondaire est plus largement devenu une norme minimale de participation scolaire, les gouvernements respectent-ils les normes qu'ils ont eux-mêmes établies ? Il importe d'évaluer si les gouvernements, à titre de signataires de déclarations et de conventions internationales, garantissent un niveau minimal d'éducation primaire à chaque enfant. Il importe également que les gouvernements assurent la participation scolaire de tous les enfants jusqu'à la fin de la période obligatoire, ce qu'ils se sont eux-mêmes engagés à accomplir.

***Au moins la moitié des pays ne remplissent pas leurs propres normes de scolarisation obligatoire***

Pour illustrer la manière dont les normes nationales sont remplies, la **figure 12** regroupe les pays selon leur plus haut niveau d'éducation obligatoire et les classe selon le taux net de scolarisation moyen pour les deux dernières années de scolarité obligatoire.

Le premier groupe comprend les pays qui n'ont pas placé la barre très haut : la scolarisation obligatoire couvre seulement le primaire ou une partie du premier cycle du secondaire. Ces normes assez peu élevées semblent réalistes pour certains pays qui ont encore beaucoup de chemin à faire avant d'atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle. C'est le cas de pays d'un peu partout dans le monde. Certains d'entre eux, comme le Cap-Vert, les Maldives, Panama et Sao Tomé-et-Principe ont réussi à remplir les normes qu'ils s'étaient fixées, et d'autres sont encore très loin d'y parvenir : le Guinée-Bissau et le Niger, où pas même la moitié des enfants d'âge scolaire sont inscrits aux deux dernières années de l'enseignement primaire. Le Malawi, Les Philippines et le Surinam satisfont à leurs propres normes, lesquelles englobent une partie du premier cycle du secondaire, alors que c'est loin d'être le cas du Gabon et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

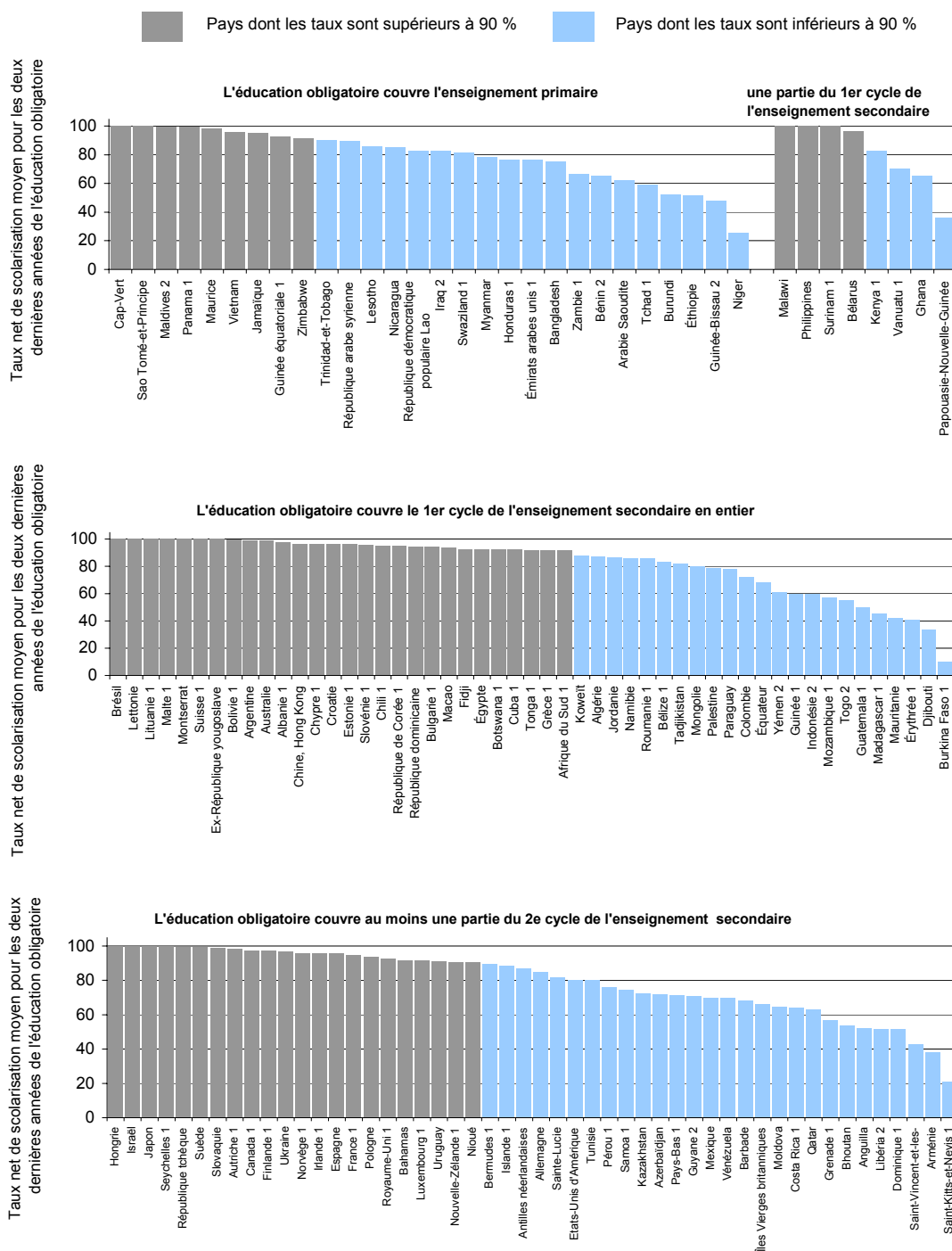
Le deuxième groupe comprend les pays qui ont placé la barre un peu plus haut : tous les enfants d'âge scolaire sont obligés de compléter le premier cycle du secondaire. Un bon nombre de pays réussissent à satisfaire à cette norme, particulièrement les pays d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Certains de ces pays étendront probablement leur norme au deuxième cycle du secondaire dans un avenir proche. Parmi les pays qui ont placé la barre plus haut pour pouvoir remplir leurs engagements, on compte le Burkina Faso, le Djibouti, l'Érythrée, Madagascar et la Mauritanie.

Pour le dernier groupe de pays, le deuxième cycle de l'enseignement secondaire constitue la norme. Les pays les plus développés entrent dans ce groupe, bien que certains d'entre eux, tels que l'Allemagne, les Pays-Bas et les États-Unis, sont encore loin de la remplir. Le taux net de scolarisation pour les deux dernières années du deuxième cycle du secondaire se situe en deçà de 50 % pour plusieurs pays des Caraïbes et pour l'Arménie.

Parmi ces trois groupes, plus de la moitié des pays n'atteignent pas leurs objectifs nationaux en termes de participation scolaire. Cela ressort dans les taux de scolarisation qui se situent en dessous de 90 % à la fin de la scolarité obligatoire. Pour au moins le tiers des pays, la participation universelle à l'éducation obligatoire est loin d'être atteinte, en particulier pour les 11 pays où seul un enfant sur deux est inscrit à l'école vers la fin de la scolarité obligatoire.

**Figure 12. Quels pays réussissent à garder les enfants à l'école jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire ?**

*Taux net de scolarisation moyen pour les deux dernières années de la scolarité obligatoire, par niveau d'éducation (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO

Couverture : Pays pour lesquels des données sur la scolarisation pour des tranches d'âge d'une année sont disponibles.

- Notes :
- 1) Les données se rapportent à 2000.
  - 2) Les données se rapportent à 1999.

## Suivi de l'objectif de l'éducation primaire universelle

L'espérance de vie scolaire n'indique pas l'ampleur de la fréquentation scolaire des enfants parce que l'unité d'analyse est le nombre d'années d'éducation. Il ne fait aucun doute que tous les enfants devraient entrer au primaire et compléter ce cycle en entier. Des indicateurs tels que le taux d'admission, le taux net de scolarisation et le taux d'achèvement du primaire aident tous deux à mesurer l'atteinte de l'objectif international d'éducation primaire universelle dans les divers systèmes éducatifs. Ils montrent que nombre de pays ont encore beaucoup de chemin à faire avant d'y parvenir.

Le taux brut d'admission reflète le niveau général d'accès à la première année de l'enseignement primaire. Il couvre tous les nouveaux inscrits, quel que soit leur âge, y compris ceux qui entrent à l'école plus tôt ou plus tard que la normale, c'est-à-dire les enfants qui entament le cycle primaire à un âge supérieur ou inférieur à celui défini par le système. Un taux brut d'admission de 100 % ne garantit pas que l'EPU a été atteinte, mais il s'agit d'une condition préalable.

Trente-sept des 155 pays ayant présenté des données pour 2001 (ou 2000) ont des taux bruts d'admission inférieurs à 95 %, ce qui signifie qu'au moins un enfant sur vingt n'a jamais fréquenté l'école. Puisque les taux bruts d'admission exagèrent habituellement la proportion d'une cohorte faisant son entrée à l'école, le pourcentage réel serait encore plus élevé. Dans sept pays (Burkina Faso, République centrafricaine, Congo, Djibouti, Érythrée, Mali et Niger), les taux sont inférieurs à 66 %, ce qui indique qu'un enfant sur trois ne fréquente pas l'école ([voir le tableau 2](#)).

Le fait qu'un enfant entre au primaire n'assure pas automatiquement qu'il achèvera ce cycle d'enseignement en entier. Les taux d'abandon peuvent être élevés, en particulier dans les pays en développement.

Le taux net de scolarisation indique le rapport entre la scolarisation au niveau primaire du groupe d'âge officiel et la population correspondante, exprimé en pourcentage. Un taux net de scolarisation de 100 % indique que la scolarisation primaire universelle a été atteinte, mais ne signifie pas forcément que le cycle primaire a été universellement achevé.

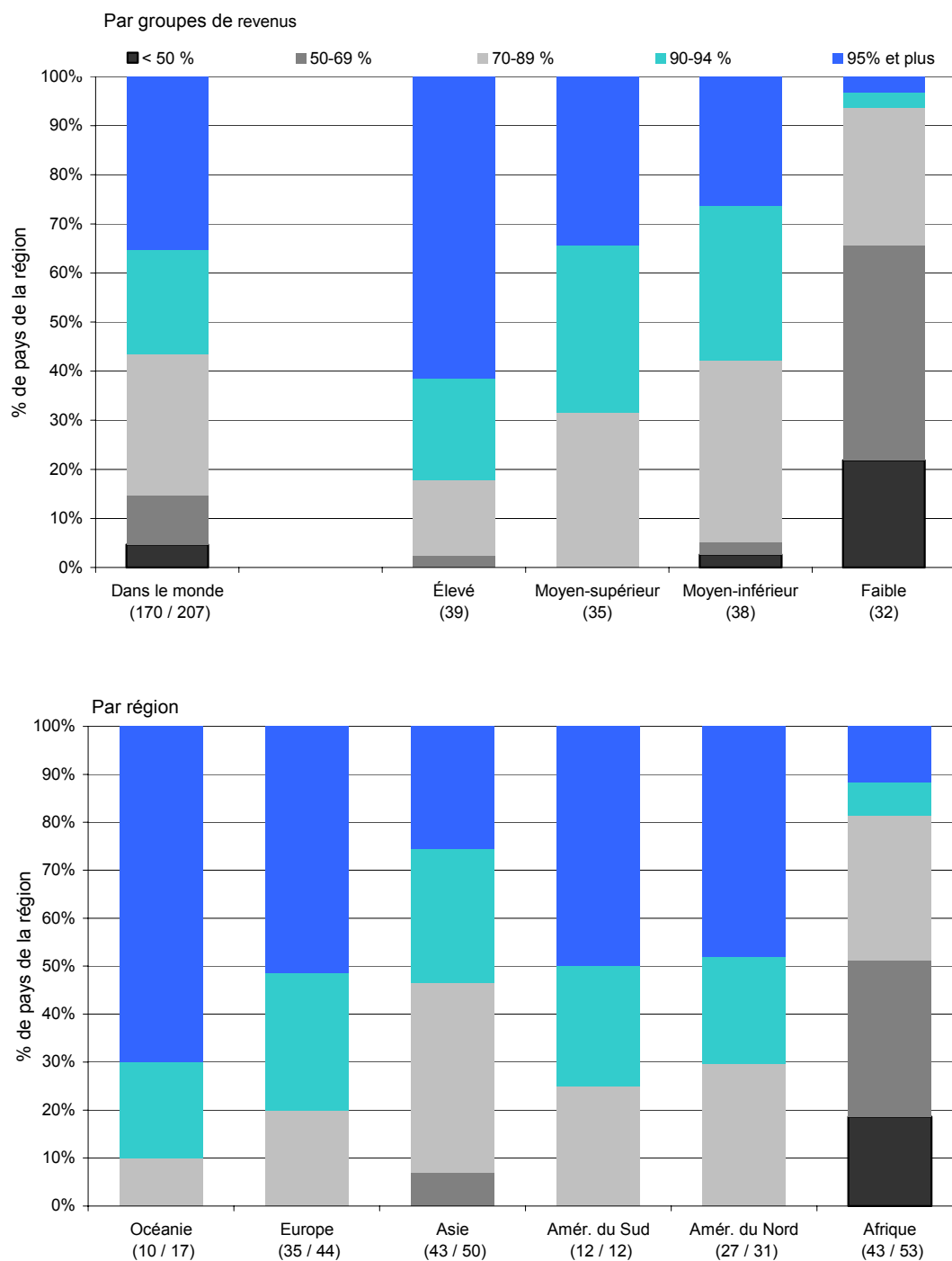
La **figure 13** présente la distribution des taux nets de scolarisation nationaux au niveau primaire pour chaque région. Parmi les 170 pays producteurs de données, un pays sur sept a un taux net de scolarisation au primaire inférieur à 70 %. Cela indique que jusqu'à trois enfants sur dix ayant l'âge officiel pour le niveau primaire ne fréquentent pas l'école, s'ils ne sont pas encore au niveau préprimaire ou déjà passés au niveau secondaire. Plus d'un quart des pays ont rapporté des taux nets de scolarisation se situant entre 70 % et 90 %, ce qui représente une forte proportion d'effectifs scolarisés même si l'objectif de l'EPT n'a pas encore été atteint. Un tiers des pays signalent que plus de 95 % des enfants d'âge officiel sont inscrits dans l'enseignement primaire.

Dans huit des pays qui produisent des données désagrégées selon l'âge, moins de la moitié des enfants ayant l'âge scolaire officiel sont inscrits au primaire. Ces huit

pays sont situés en Afrique et tous, sauf un, font partie des pays ayant le plus bas niveau de revenu national. En d'autres mots, un cinquième de tous les pays à faible revenu produisant des données selon l'âge ont des taux nets de scolarisation inférieurs à 50 %. Les taux nets de scolarisation ne dépassent 70 % que pour un tiers des 33 pays producteurs de données faisant partie du groupe ayant le plus bas niveau de revenu national. Les bas taux de scolarisation, inférieurs à 70 %, sont inhabituels pour les autres groupes de pays. Seul un pays, Djibouti (revenu moyen-inférieur) a un taux net de scolarisation de moins de 50 %, et les taux sont inférieurs à 70 % pour le Ghana (revenu moyen-inférieur) et l'Arabie Saoudite (revenu élevé).

### Figure 13. Le monde est-il près d'atteindre l'éducation primaire universelle ?

*Distribution des taux nets de scolarisation pour le primaire selon le groupe de revenu et la région (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 3.

*Couverture : 170 pays, 92 % de la population mondiale. Le nombre de pays couverts dans chaque région est indiqué entre parenthèses. La couverture par groupe de revenu dépend de la disponibilité des données sur le PIB par habitant.*

*Notes : Les données se rapportent à 2000 pour 36 pays et à 1999 pour 10 pays. Pour connaître le classement des pays selon le groupe de revenu, voir la note à la figure 4.*

Le présent recueil présente une série de mesures internationales normalisées de l'achèvement du primaire, notamment des indicateurs tels que le taux de survie en 5<sup>e</sup> année (*voir le tableau 4*) et les taux nets de scolarisation aux différents âges. L'Institut de statistique de l'UNESCO travaille avec la Banque mondiale en vue d'améliorer la comparabilité des taux d'achèvement du primaire des pays. Bien que ces mesures soient essentielles pour contrôler la progression des élèves dans le système, elles ne mesurent tout de même que de manière indirecte les résultats de l'apprentissage.

### **Participation à l'enseignement secondaire**

Un des aspects de la participation et de la progression scolaires est reflété par la taille de la cohorte qui passe du primaire au premier cycle du secondaire. Le taux de transition indique le pourcentage d'enfants qui terminent la dernière année du primaire et poursuivent leurs études au premier cycle du secondaire l'année suivante. La différence entre le taux de transition et 100 % représente la proportion d'élèves qui quittent l'école après la dernière année du primaire, certains d'entre eux sans même l'avoir achevée.

La **figure 14** présente les taux de transition par région et montre que, dans la vaste majorité des pays, la quasi-totalité des élèves qui quittent le niveau primaire poursuivent leurs études au premier cycle de l'enseignement secondaire. Ces chiffres ne tiennent pas compte de ceux qui s'inscrivent dans les programmes techniques du premier cycle du secondaire, ce qui fait que, pour dix pays, les taux de transition sont plus bas qu'ils ne devraient l'être. En Europe, tous les pays sauf l'Irlande et Malte ont rapporté un taux de transition supérieur à 94 %. En Asie et dans les Amériques, les taux de transition sont supérieurs à 90 % pour la moitié des pays et à 80 % pour un autre quart.

#### ***Seulement un quart des pays africains atteignent des taux de transition similaires à ceux des trois quarts des pays du reste du monde***

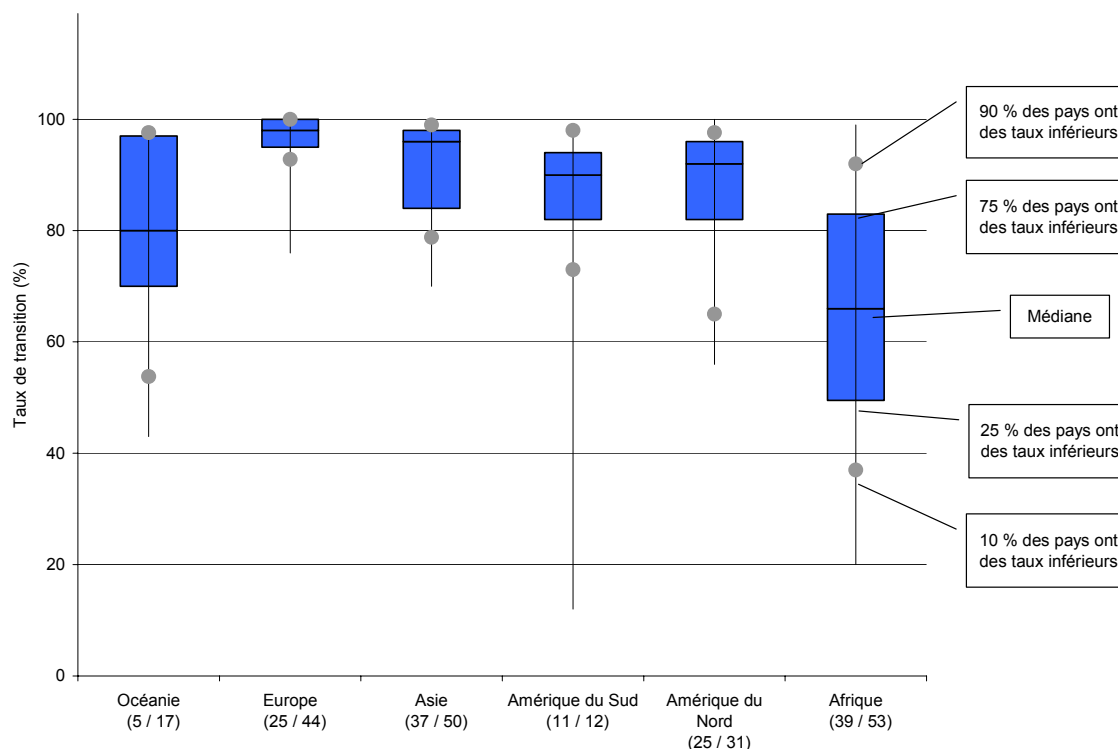
La situation est très différente en Afrique. Dans un pays sur quatre, la moitié des enfants qui atteignent la dernière année du primaire ne poursuivent par leurs études au secondaire. Pour un autre quart des pays, au moins un élève sur trois abandonne l'école avant d'entrer au secondaire. Seulement un quart des pays atteignent des taux de transition similaires à ceux des autres régions (supérieurs à 95 %). Parmi ces pays, on compte le Botswana, l'Éthiopie, la Namibie, les Seychelles et l'Afrique du Sud (*voir le tableau 6*).

En quelques mots, les chances qu'un enfant terminant l'école primaire poursuive ses études au secondaire sont supérieures à 80 % dans presque tous les pays du monde. L'Afrique, dont les deux tiers des pays sont en dessous de ce niveau, constitue une grave exception.



## Figure 14. Quelle proportion d'élèves quittant le primaire s'inscrit au premier cycle du secondaire ?

*Taux de transition de la dernière année du primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire général, par région (2000)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 6.

Couverture : 142 pays. Les taux de transition sont sous-estimés pour les pays où l'enseignement technique débute au premier cycle du secondaire.

Notes : Pour le calcul des taux de transition pour 2000, des données sont nécessaires pour 2000 et 2001. Les données pour 25 pays se rapportent à 1999.

**Des taux de transition élevés indiquent que la dernière année de l'enseignement primaire ne peut être considérée comme un point de sortie habituel**

Un taux élevé de transition du primaire au premier cycle du secondaire dans la plupart des pays signifie que la dernière année de l'enseignement primaire ne peut être considérée comme un point de sortie habituel du système éducatif. En effet, dans la plupart des pays, les élèves qui ne poursuivent pas leurs études après l'école primaire courent beaucoup plus le risque d'être exclus socialement une fois adultes. Par conséquent, les efforts visant à assurer que tous les enfants reçoivent une éducation adéquate doivent tenir compte du premier cycle du secondaire.

A travers le monde, le point de sortie le plus courant correspond à la fin du premier cycle du secondaire. Les autres points de sortie les plus fréquents se situent au cours du deuxième cycle du secondaire ou à la fin de celui-ci. Ainsi, il importe d'examiner la participation aux premier et deuxième cycles du secondaire séparément, car le fait de considérer les deux cycles comme un tout masque souvent d'importantes différences entre les deux niveaux.

***La participation au premier cycle du secondaire est fréquente dans la plupart des pays de toutes les régions, sauf l'Afrique***

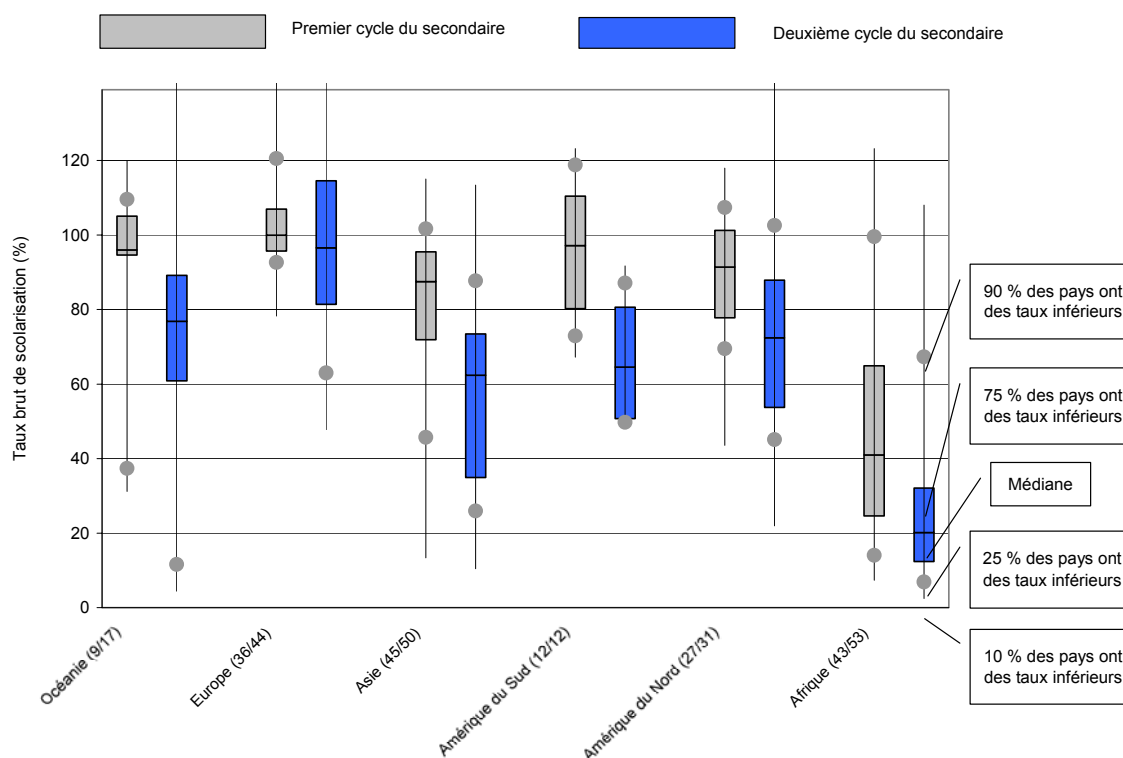
La participation au premier cycle du secondaire est courante dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique. L'Afrique est la seule région du globe où l'achèvement des études primaires constitue un point de sortie normal du système; celui-ci coïncide généralement avec la fin de l'éducation obligatoire telle que définie à l'échelle nationale (*voir l'encadré 4*). Partout ailleurs, en Océanie, en Europe, en Asie et en Amérique, la moitié ou près de la moitié des pays rapportent des taux bruts de scolarisation supérieurs à 90 %. Parmi les 37 pays d'Europe, seules la Bulgarie et la République de Moldova font état de taux bruts de scolarisation inférieurs à 90 %. Malgré les taux élevés de participation générale, quelques pays rapportent des taux bruts de scolarisation inférieurs à 50 % : Papouasie-Nouvelle-Guinée (31 %) et Vanuatu (39 %) en Océanie ; Afghanistan (13 %), Cambodge (33 %), Myanmar (42 %), Pakistan (35 %) et Timor oriental (41 %) en Asie ; Guatemala (44 %) en Amérique (*voir le tableau 5*).

Parmi les pays d'Afrique produisant des données, seuls huit pays ont un taux brut de scolarisation supérieur à 90 % : Algérie, Cap-Vert, Égypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maurice, Seychelles, Afrique du Sud et Tunisie. À l'autre extrémité de l'échelle, se trouvent les pays dont le taux brut de scolarisation est inférieur à 25 %, à savoir le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, le Niger, le Rwanda et la République-Unie de Tanzanie. Il s'agit des plus faibles taux de participation au monde.

Les taux de scolarisation baissent en flèche entre le premier et le deuxième cycle du secondaire dans toutes les régions (*voir la figure 15*). L'Europe, avec des taux élevés, constitue la seule exception. Toutefois, les taux européens sont difficiles à comparer et à interpréter vu que, dans certains pays, les statistiques sur la scolarisation tiennent compte de l'éducation aux adultes. Pour toutes les autres régions, la valeur médiane du taux brut de scolarisation descend de 20 à 32 points de pourcentage pour atteindre 72 % en Amérique du Nord, 76 % en Océanie, 64 % en Amérique du Sud, 62 % en Asie et 20 % en Afrique. Pour certains pays, les taux de scolarisation diminuent de manière importante : en Albanie, en Algérie, au Cap-Vert, en Chine, en Malaisie, aux Maldives, au Mexique et au Sri Lanka, le taux brut de scolarisation de 90 % ou plus au premier cycle du secondaire descend à moins de 50 % au deuxième cycle du secondaire.

## Figure 15. Comment les niveaux de participation varient-ils entre le premier cycle et le deuxième cycle du secondaire ?

*Distribution des pays selon les taux bruts de scolarisation pour les premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire (2001)*



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 5.

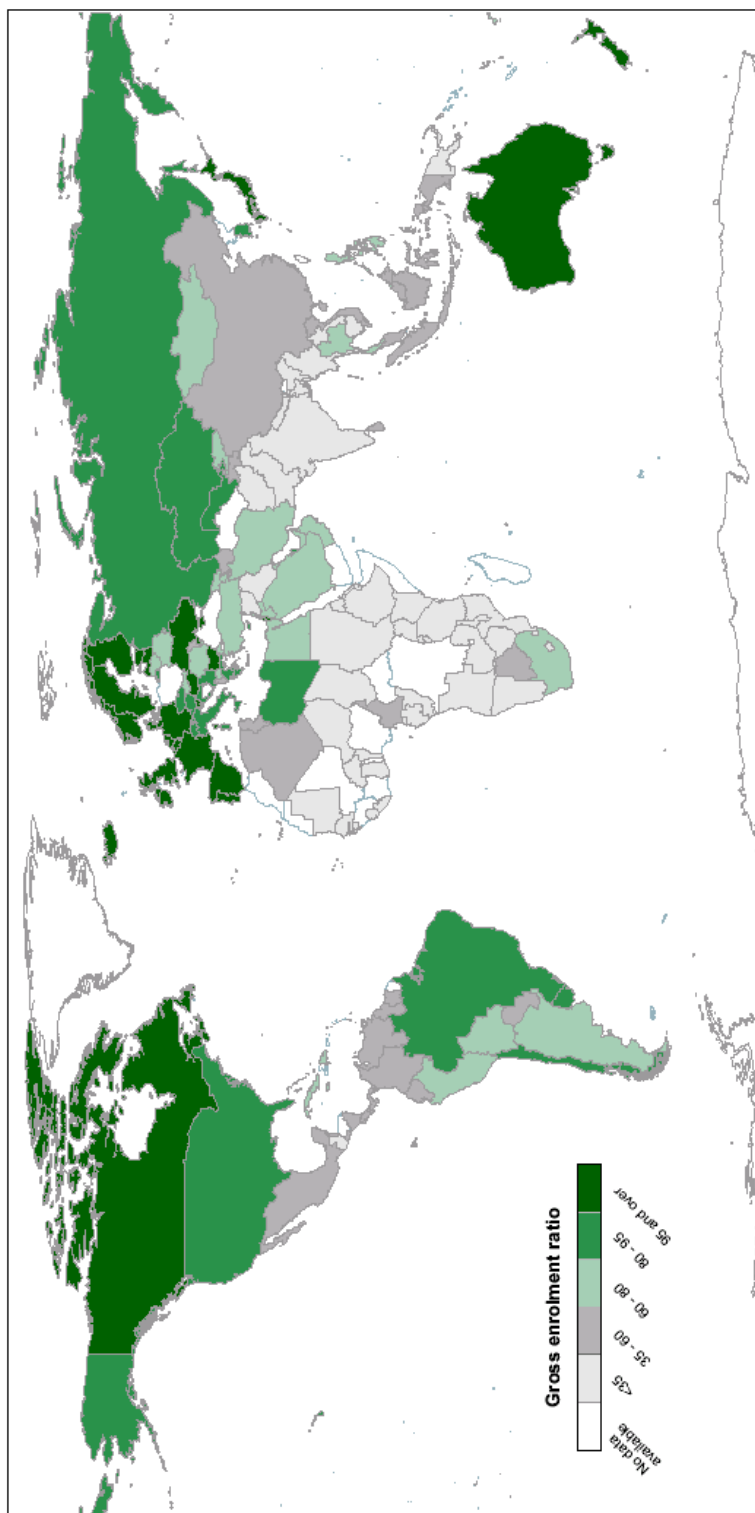
Couverture : 172 pays, 93 % de la population mondiale. Seuls les pays ayant des taux de scolarisation pour les deux cycles sont inclus. Le nombre de pays couverts dans chaque région est indiqué entre parenthèses.

Note : Les données se rapportent à 2000 pour 38 pays et à 1999 pour 6 pays.

L'interprétation des indicateurs sur l'éducation est plus difficile au-delà de l'éducation obligatoire. Cela est vrai pour les ratios bruts de scolarisation, qui englobent les élèves de tous les âges, mais encore plus pour les taux nets qui mesurent seulement les élèves appartenant à une tranche d'âge théorique de participation. En outre, la diversification croissante des systèmes éducatifs se traduit en de nombreux programmes de durées différentes. Cela peut rendre difficile l'établissement d'une durée commune pour les programmes et une plage d'âge normale pour les participants, deux éléments sont nécessaires pour calculer les taux de participation et d'achèvement. L'utilisation de taux nets de scolarisation devient moins utile à mesure que la plage d'âge des élèves s'élargit et que ceux-ci participent à plus d'un programme du deuxième cycle du secondaire, qu'ils obtiennent des qualifications dans différents champs d'études, et ainsi de suite.

La **figure 16** présente les niveaux de participation aux programmes du deuxième cycle du secondaire en 2001, par pays. On constate des niveaux élevés de participation, mesurés par les taux bruts de scolarisation, en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. Pour certaines parties d'Asie, d'Amérique centrale et d'Afrique, les niveaux de participation sont plus bas. Toutefois, ces tendances régionales présentent quelques exceptions. Par exemple, la Jamahiriya arabe libyenne et l'Afrique du Sud en Afrique, la Thaïlande en Asie du Sud et les Philippines en Asie de l'Est ont des taux de scolarisation qui dépassent ceux des pays voisins et ceux des pays dont la richesse nationale est similaire.

**Figure 16. Modèles de participation au deuxième cycle du secondaire**  
*Taux bruts de scolarisation pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire*  
(2001)



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 5.

Note : Les données pour 38 pays se rapportent à l'an 2000 et les données pour 6 pays se rapportent à 1999. Pour plus de détails, voir le tableau 5.

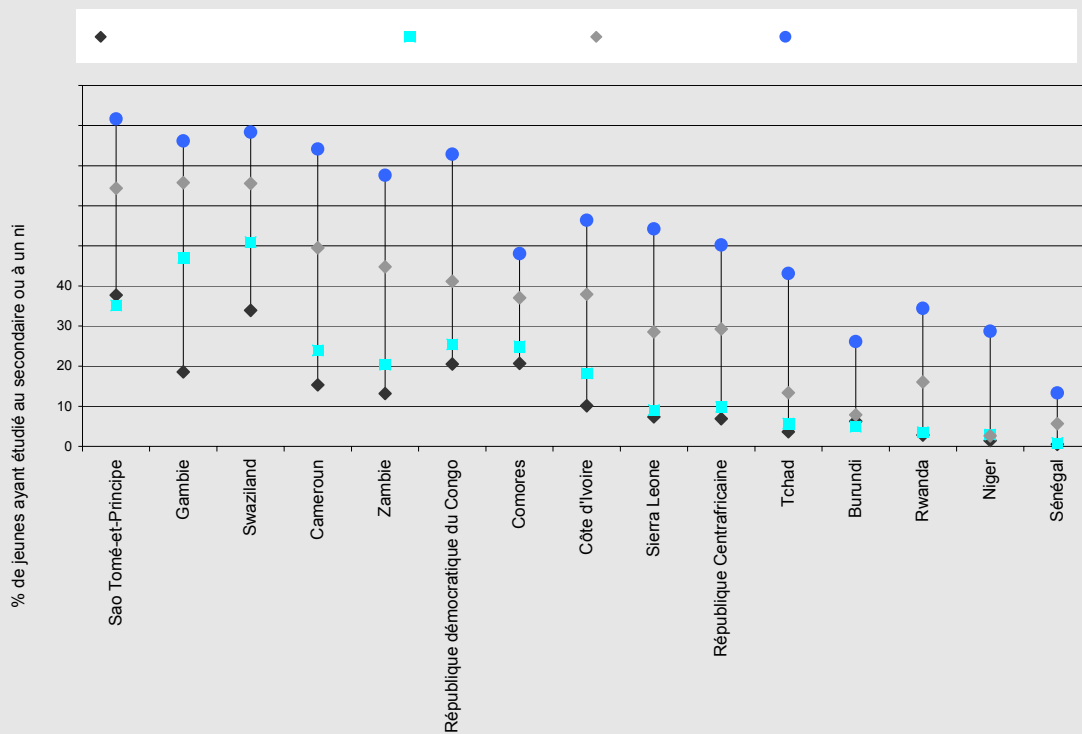
#### **Encadré 4. Études secondaires et richesse du ménage**

En Afrique, les chances d'accès à l'enseignement secondaire sont assez faibles et on constate de profondes différences entre les personnes qui ont la possibilité d'y accéder. La **figure 17** présente la distribution des jeunes de 15 à 24 ans ayant suivi au moins une partie de l'enseignement secondaire, en fonction de la richesse du ménage dont ils sont issus, dans 16 pays africains. Ce graphique montre que le contexte familial ou socio-économique de l'enfant est lié à ses chances de fréquenter l'école secondaire. Certains jeunes provenant de familles pauvres ne poursuivent pas d'études secondaires en raison des droits de scolarité, des coûts d'option ou d'éloignement de l'établissement d'enseignement secondaire le plus proche.

Au Swaziland, par exemple, 78 % des jeunes provenant des ménages du quintile le plus riche ont partiellement terminé leurs études secondaires, comparativement à 33 % des jeunes des ménages les plus pauvres. Ainsi, un jeune d'une famille mieux nantie a deux fois plus de chances qu'un jeune de famille pauvre de recevoir une certaine éducation secondaire. La différence dans la participation à l'enseignement secondaire en termes de statut socio-économique s'accroît de façon marquée dans les autres pays. En effet, plus la participation au niveau secondaire est faible pour l'ensemble de la population, plus les inégalités sont frappantes. Au Sénégal, le pays ayant les taux généraux de participation les plus faibles, les taux de scolarisation secondaire pour les jeunes provenant des familles les mieux nanties sont 25 fois plus élevés que pour les jeunes de familles pauvres. Au Burundi, un jeune sur quatre des familles les plus riches a suivi une partie de l'enseignement secondaire comparativement à moins d'un jeune sur dix pour le pourcentage de 80 % des familles restantes.

**Figure 17. Comment les taux de fréquentation du secondaire varient-ils entre les riches et les pauvres en Afrique ?**

*Taux de fréquentation du secondaire chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans, selon le quintile de richesse de leur ménage (2001-2002)*



Source : Base de données MICS de l'UNICEF.

Note : Les pays sont classés en fonction du taux pour la population totale, par ordre décroissant.

Lors de l'interprétation des résultats d'une enquête par sondage, il faut tenir compte des erreurs d'échantillonnage. Ces erreurs sont dues au fait que seule une partie de la population est étudiée. L'erreur d'échantillonnage est généralement plus grande pour les échantillons de petite taille. Une attention particulière doit donc être portée lors de l'analyse de données se référant à des domaines de petite taille

## IV. Équité en éducation et résultats d'apprentissage ?

### Atteinte des objectifs visant l'égalité des sexes en matière d'éducation

#### *Plus d'un enfant sur trois vit dans un pays où l'accès à l'éducation primaire pour les garçons et les filles est inégal*

La parité et l'égalité des sexes dans l'accès à l'éducation composent une facette importante des objectifs internationaux. Le premier objectif international assorti d'un délai vise à faire en sorte que la parité des sexes en matière d'accès à l'éducation soit atteinte d'ici 2005 (UNESCO, 2003).

L'indice de parité des sexes (IPS) peut être appliqué à divers types d'indicateurs sur l'éducation. Pour évaluer les différences entre les sexes, l'IPS pour les taux bruts de scolarisation correspond tout simplement au taux brut de scolarisation pour les filles divisé par celui des garçons. Une valeur inférieure à 1 indique une disparité en faveur des garçons alors qu'une valeur s'approchant de 1 indique que la parité a plus ou moins été atteinte. La disparité en faveur des filles est indiquée par une valeur supérieure à 1. Il est communément accepté que la parité des sexes soit atteinte lorsque l'IPS se situe entre 0,95 et 1,05. Toutefois, cet indice doit être interprété avec prudence. Par exemple, il est possible que le niveau de disparité soit exagéré pour les pays où la différence dans les taux de scolarisation est attribuable aux taux de redoublement élevés pour l'un des deux sexes.

La **figure 18** montre que 60 % des enfants vivent dans un pays dont l'indice de parité des sexes pour le taux brut de scolarisation primaire se situe entre 0,95 et 1,05 (*voir le tableau 3*). Autrement dit, plus d'un enfant sur trois en âge de fréquenter l'école primaire vit dans un pays dont le système n'assure pas l'égalité des chances d'accès à l'éducation primaire. Il faut souligner que, dans tous les pays où il y a une disparité des sexes au niveau d'enseignement primaire, ce sont les filles qui sont désavantagées.

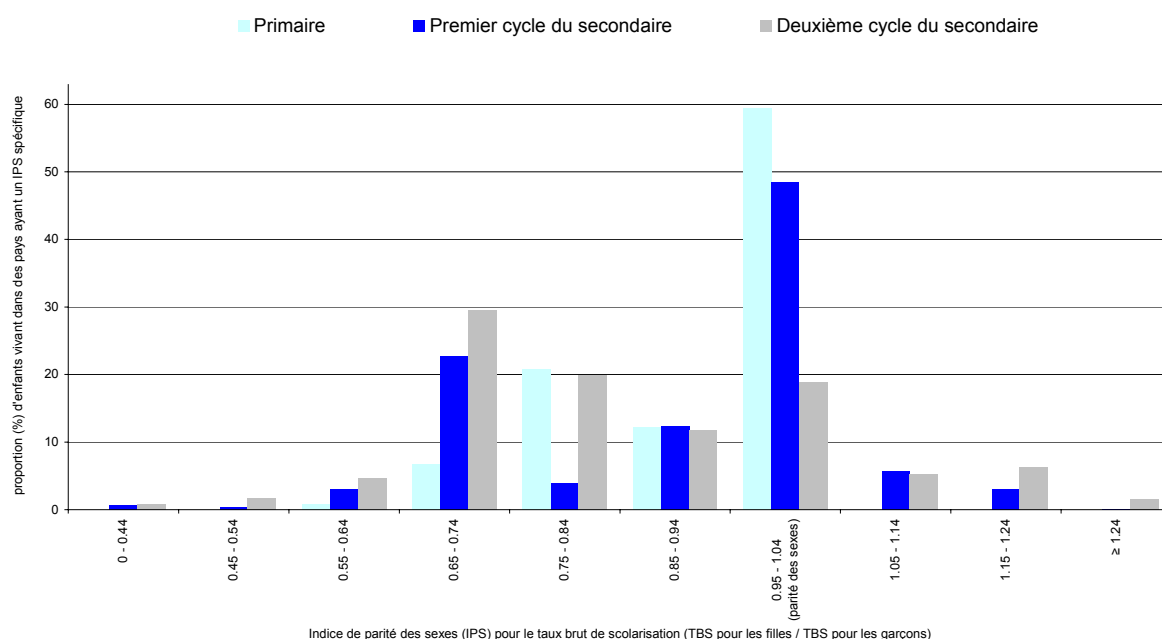
#### *La disparité des sexes est plus courante au niveau de l'enseignement secondaire*

La figure 18 illustre également que la disparité des sexes est plus importante au niveau secondaire. Un enfant sur deux vit dans un pays où l'accès au premier cycle de l'enseignement secondaire n'est pas équitable, et quatre enfants sur cinq vivent dans un pays où il n'y a pas de parité au deuxième cycle de l'enseignement secondaire. L'ampleur de l'inégalité augmente à chaque niveau d'éducation. Alors qu'au primaire seulement 7,5 % des enfants vivent dans des pays où les taux bruts de scolarisation pour les filles n'atteignent pas 75 % de la valeur de celles des garçons ( $IPS < 0,75$ ), c'est le cas pour un quart des enfants au premier cycle du secondaire et pour une proportion d'enfants encore plus élevée au deuxième cycle du secondaire. Pour l'Inde, l'IPS descend de 0,73 pour le premier cycle du secondaire à 0,67 pour le deuxième cycle. En Chine, où la parité des sexes au niveau primaire et au premier cycle du secondaire a été atteinte, l'IPS pour le deuxième cycle du secondaire est de 0,79.



**Figure 18. Combien d'enfants vivent dans des pays où la parité des sexes n'a pas été atteinte ?**

*Distribution des enfants du monde selon l'indice national de parité des sexes pour les taux brut de scolarisation, par niveau d'éducation (2001)*



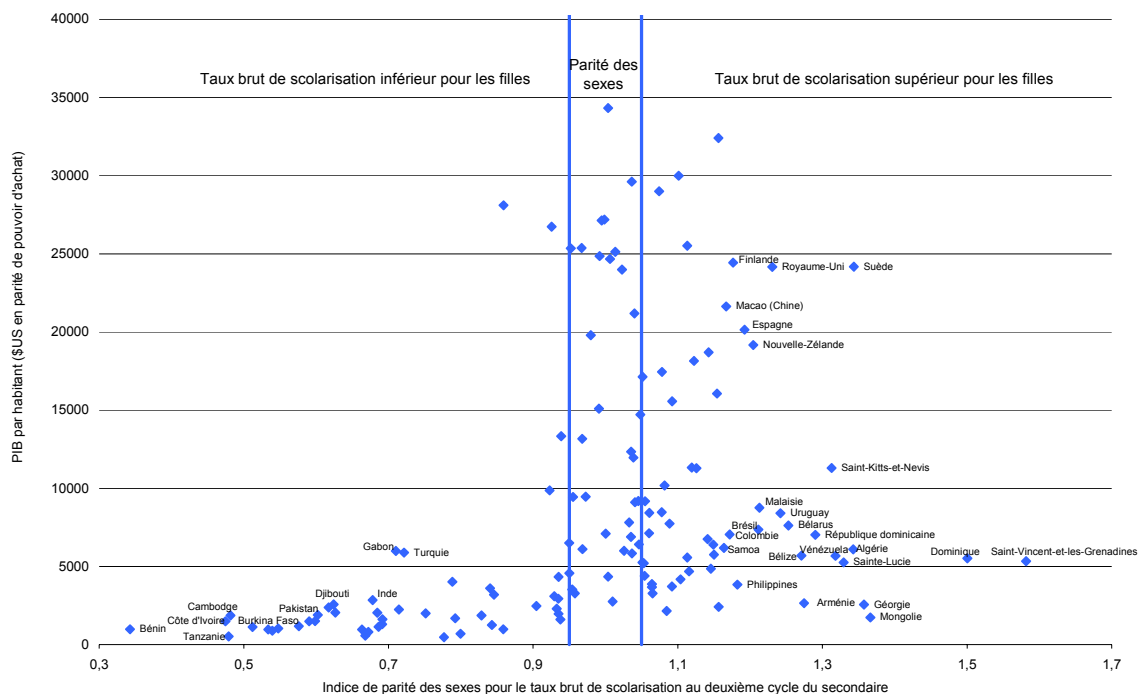
Source : Institut de statistique de l'UNESCO, tableaux 3 à 5.  
 Couverture : 172 pays, 94 % de la population mondiale. Les pays sont pondérés en fonction de la taille de la population ayant l'âge normal de fréquenter un niveau donné.  
 Note : Les données se rapportent à 2000 pour 39 pays et à 1999 pour 10 pays.

**Dans les pays à faible revenu, il est courant que les filles soient désavantagées au niveau secondaire, mais dans les pays mieux nantis, le nombre de filles inscrites au secondaire tend à dépasser celui des garçons**

Au secondaire, la disparité des sexes est souvent en faveur des filles. Neuf pour cent des enfants vivent dans des pays où les taux bruts de scolarisation des filles sont beaucoup plus élevés que ceux des garçons. Au deuxième cycle du secondaire, c'est le cas de 12 % des enfants. La **figure 19** montre qu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ce phénomène est quasi exclusif aux pays ayant un revenu moyen ou élevé. Il est plus fréquent que les filles soient désavantagées en Afrique et dans certaines régions d'Asie. Parmi les 60 pays ayant un IPS inférieur à 0,95, 37 pays sont situés en Afrique, 18 en Asie et seulement 5 dans le reste du monde. Toutefois, cette tendance présente quelques exceptions. Par exemple, bien que l'Arménie, la Georgie et la Mongolie aient un revenu national assez peu élevé, les filles sont beaucoup plus nombreuses que les garçons à fréquenter le deuxième cycle du secondaire. Pour ce qui est des pays africains, l'Algérie fait figure d'exception avec un IPS de 1,34 pour la scolarisation au deuxième cycle du secondaire.

## Figure 19. Quel lien y a-t-il entre l'inégalité des sexes et le revenu national ?

*Indice de parité des sexes pour les taux bruts de scolarisation au deuxième cycle de l'enseignement secondaire et PIB par habitant (\$US en parités de pouvoir d'achat)*



Sources : *Institut de statistique de l'UNESCO, tableau 5. Banque mondiale, 2003.*

Couverture : *172 pays, 94 % de la population mondiale.*

Notes : *Les données se rapportent à 2000 pour 39 pays et à 1999 pour 10 pays. Pour plus de détails, voir les tableaux 3 et 5.*

## Résultats de l'apprentissage et mesures de référence internationales

Il est insuffisant de se fier uniquement aux données administratives afin d'évaluer la qualité et l'efficacité d'un système éducatif. Les indicateurs fondés sur des données administratives agrégées fournissent habituellement des renseignements sur les intrants dans le système scolaire, comme le nombre d'élèves, les enseignants et les ressources financières investies. Ces données sont souvent utilisées comme mesures indirectes, ou indicateurs approximatifs, de la qualité de l'éducation ou de la réussite scolaire. Cependant, il importe d'examiner les mesures directes de la qualité de l'éducation, particulièrement en ce qui a trait à la réussite scolaire, puisque le but premier de donner aux enfants accès à l'éducation est de leur permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour affronter l'avenir.

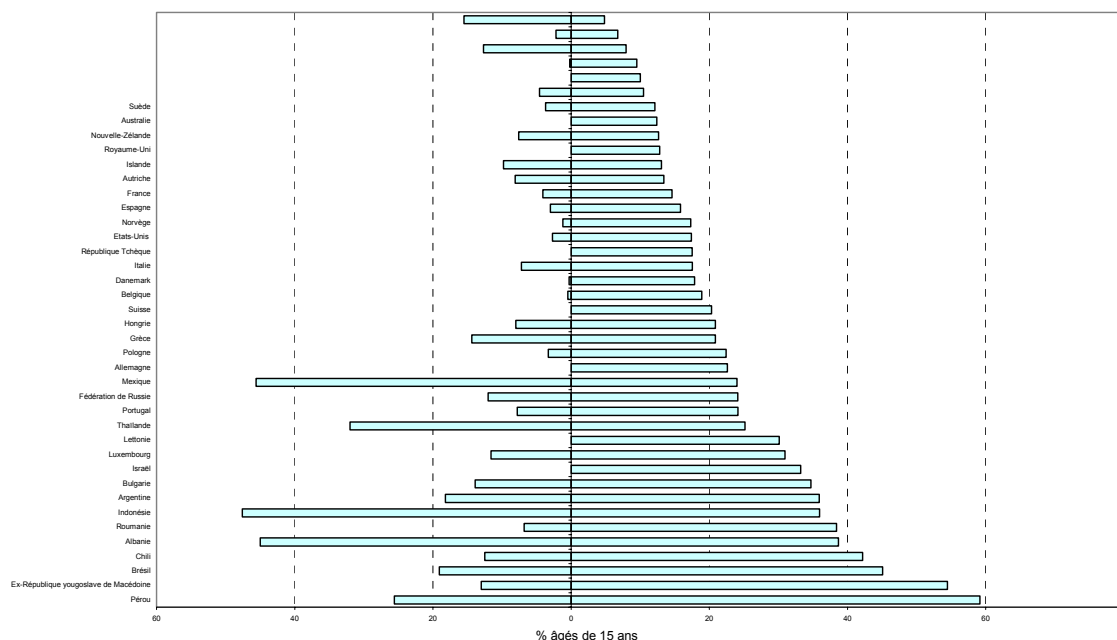
Les données disponibles indiquent que de nombreux pays font face au double défi d'accroître l'accès à l'enseignement secondaire tout en améliorant les conditions nécessaires pour que l'apprentissage des enfants soit fructueux, tant au primaire qu'au secondaire. La **figure 20** examine les données dans les pays participant au Programme international pour le suivi des activités des élèves (PISA), qui teste l'alphabétisation des élèves de 15 ans. La figure illustre deux proportions pour chaque pays. Premièrement, ceux qui ont obtenu de faibles résultats en matière de compétences de base. Deuxièmement, ceux qui ne possèdent probablement pas les compétences nécessaires en raison de l'abandon de leurs études.

Avant tout, nous constatons que le simple fait de fréquenter l'école ne signifie pas que les compétences académiques seront effectivement maîtrisées. Les barres du côté droit dans la figure 20 représentent les élèves de 15 ans ayant obtenu de faibles résultats en lecture à l'enquête PISA, des mathématiques et des sciences. La longueur des barres indique la proportion d'élèves qui ne maîtrisent probablement pas les compétences de base. Les proportions ont été ajustées par les taux nets de scolarisation dans l'enseignement secondaire des jeunes âgés de 15 ans pour chaque pays. Alors que les jeunes ayant obtenu de faibles résultats composent environ 5 % de la population âgée de 15 ans en Corée et 7 % en Finlande et à Hong Kong, RAS, ils représentent 40 % ou plus au Brésil, au Chili, dans l'Ex-République yougoslave de Macédoine et au Pérou. Ces données suggèrent que la plupart des pays, particulièrement les pays à revenu moyen, font face aux défis de: fournir l'accès à l'éducation à tous les enfants d'âge scolaire, et améliorer la qualité de l'enseignement afin d'assurer que les élèves acquièrent les compétences de base.

Le second groupe comprend les jeunes âgés de 15 ans qui ont abandonné l'école ou ne l'ont jamais fréquentée, et qui n'ont sans doute pas eu la chance d'acquérir les compétences de base. La taille du groupe (illustrée par la longueur des barres sur le côté gauche de la figure 20) est fondée sur les taux de scolarisation aux différents âges. La proportion de jeunes va de près de 20 % pour l'Argentine, le Brésil et le Pérou, à plus de 40 % pour l'Albanie, l'Indonésie et le Mexique. Même en Corée et à Hong Kong, RAS, deux des pays ayant obtenu les meilleurs résultats à l'enquête PISA, une proportion de 15 % et 12 % des jeunes respectivement ne fréquentent pas l'école.

## Figure 20. Combien de jeunes ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture ?

Proportion des jeunes de 15 ans qui obtiendront vraisemblablement des résultats de niveau 1 ou inférieurs en lecture dans le cadre de l'enquête PISA



Sources : Institut de statistique de l'UNESCO, OCDE/Institut de statistique de l'UNESCO (2003).

## V. Conclusion

La présente vue d'ensemble a fait ressortir l'importance, sur le plan stratégique, de l'enseignement secondaire et met, par conséquent, l'emphase sur la nécessité de surveiller son évolution dans le cadre d'un suivi plus général des progrès accomplis dans le monde vers l'éducation pour tous. Cette importance se reflète dans les intentions politiques des gouvernements : dans la majorité des pays du monde, les normes de scolarisation obligatoire englobent au moins une partie de l'enseignement secondaire. En outre, le niveau secondaire constitue le point de sortie de l'école le plus courant, bien que dans les pays développés la norme ait tendance à se déplacer vers les niveaux supérieurs.

L'indicateur d'espérance de vie scolaire permet de mesurer l'ensemble des progrès réalisés. Il met aussi en évidence le lien entre la couverture et la durée de la scolarisation : aucun pays ayant une espérance de vie scolaire inférieure à 8,5 ans (ce qui inclut une partie de l'enseignement secondaire) ne réussit à garder plus de 85 % des enfants à l'école pour au moins six cohortes d'âge consécutives.

Cependant, aucun indicateur ne peut offrir, à lui seul, un portrait satisfaisant des progrès accomplis vers les objectifs internationaux en éducation. Les données présentées qui sont fondées sur l'espérance de vie scolaire et les taux de scolarisation ne reflètent pas l'achèvement de la scolarité, ni un aspect plus important encore, l'acquisition de compétences de base. Une combinaison de mesures, interprétées ensemble, peuvent offrir un aperçu plus complet de la progression et de l'achèvement scolaires. Ces données administratives comprennent la couverture aux différents âges ou à des points précis du cycle d'études : taux d'admission, couverture de la population d'âge scolaire par le nombre d'âges pour lesquels la couverture est supérieure à 85 %, taux de participation moyens aux deux dernières années de l'éducation obligatoire, taux de redoublement et taux de transition du primaire au premier cycle du secondaire.

Pour ce qui est des normes nationales et des taux de participation à l'éducation secondaire, les pays d'Afrique accusent un retard important sur les autres régions. Ainsi, le sous-développement du système d'enseignement secondaire constitue un obstacle pour de nombreuses raisons, puisque l'expansion de l'enseignement secondaire est essentielle pour bâtir des capacités et un capital humain compétent, et est l'un des moteurs de la croissance et du développement durable. Il s'agit également d'un obstacle possible pour l'atteinte de l'objectif de l'éducation primaire universelle.

## RÉFÉRENCES

Banque mondiale – accès au site : <http://www.developmentgoals.org>

Banque mondiale (2003), *World development indicators*, Banque mondiale, Washington, DC.

BIRD/Banque Mondiale (2000), *Higher education in developing countries: peril and promise*. Banque mondiale, Washington, DC.

Bruneforth, Michael, Albert Motivans and Yanhong Zhang (2003), "Investing in the future: financing education in Latin America and the Caribbean," Banque interaméricaine de développement. BID, México.

Bureau international d'éducation de l'UNESCO (2001), *World data on education*, BIE, Genève. CD-Rom.

Clemens, Michael (à paraître).

EFA Monitoring team (2003), *Le pari de l'égalité*, UPO, Paris.

Hanushek, Eric A. (2002), "The long run importance of school quality," NBER working papers, n° 9071.

Institut de statistique de l'UNESCO (2004), *Rapport régional sur l'Asie du Sud et de l'Est*, Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal.

Institut de statistique de l'UNESCO (2003), *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2003*. Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal.

Institut de statistique de l'UNESCO/OCDE (2003), *Le financement de l'éducation – investissements et rendements*, Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal.

Lewin, Keith and Françoise Caillods (2001), *Financer l'expansion de l'enseignement secondaire dans les pays en développement*, UPO, Paris.

OCDE/Institut de statistique de l'UNESCO (2003), *Compétences pour le monde de demain*. Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal.

UNESCO (2000), *Cadre d'action de Dakar*, UNESCO, Paris.